

DEMOCRATIE ET SOCIALISME

René Georges LEFORT

PREMIERE PARTIE

LA DEMOCRATIE ET LE MOUVEMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE.....

Comment définir la démocratie ?.....	p.3
Démocratie et dictature du prolétariat.....	p.4
Nécessité de la lutte pour la démocratie.....	p.5
La conquête du suffrage universel.....	p.7
Démocratie et lutte pour le socialisme.....	p.9

DEUXIEME PARTIE

L'ILLUSION DEMOCRATIQUE.....

Les illusions démocratiques et l'opportunisme.....	p.15
Le révisionnisme.....	p.16

TROISIEME PARTIE

REPONSE A L'OPPORTUNISME ET AU REVISIONNISME.....

Etat et démocratie.....	p.21
Les limites de la démocratie bourgeoise.....	p.22
Démocratie et idéologie dominante.....	p.23
Démocratie et pluralisme.....	p.27
Démocratie moderne et pouvoir du grand capital.....	p.28
La rupture de la légalité démocratique.....	p.31
De la démocratie bourgeoise à la révolution socialiste.....	p.34

QUATRIEME PARTIE

LA DEMOCRATIE ET LA PREMIERE PHASE DU SOCIALISME REEL.....

Les conditions de la démocratie.....	p.39
La démocratie dans les premiers pays socialistes.....	p.41

CINQUIEME PARTIE

CONCLUSIONS GENERALES.....

p.47

PREMIERE PARTIE

LA DEMOCRATIE ET LE MOUVEMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

Le 28ème congrès du Parti Communiste Français a déclaré la nécessité de mettre au cœur de tous les enjeux contemporains l'exigence de la démocratie définie à la fois comme but et comme moyen. Il prétend, disant cela, se dissocier de toute une conception qui aurait prévalu dans tout le cours de sa politique antérieure, opérer une rupture avec des thèses dont l'effondrement du socialisme en U.R.S.S. et en Europe de l'Est aurait démontré le caractère inefficace et archaïque.

Qu'en est il exactement? Quelle est la nature du tournant politique que recouvre une telle affirmation? Mais qu'est ce donc que la démocratie? Quels sont les rapports entre démocratie et socialisme? Entre démocratie et lutte pour le socialisme?

Comment définir la Démocratie ?

Etymologiquement, démocratie ne signifie rien d'autre que «pouvoir du peuple» sans aucunement préjuger des modalités d'exercice de ce pouvoir et sans préciser par qui est constitué le «peuple».

La civilisation athénienne, qui nous a légué ce terme, y incluait une double limitation. D'une part le pouvoir ainsi dénommé s'exerçait directement au niveau d'une division administrative géographiquement restreinte (le mot grec «demos» ne désigne pas «le peuple» en général, il signifie proprement une section territoriale, une commune et la fraction de la population qui la compose): il s'agissait essentiellement d'un mode de gestion collective des affaires d'une commune, au mieux de l'ensemble de la cité d'Athènes, et non pas d'un pouvoir d'Etat beaucoup plus étendu et complexe correspondant à celui des grandes nations modernes. D'autre part, et beaucoup plus fondamentalement, le «peuple» qui assumait ce type de pouvoir n'était composé que des «hommes libres», élevés à leur majorité au rang de citoyens (en opposition avec les esclaves et les métèques) qui ne constituaient que moins du dixième de la population active de la Cité et en excluaient la plus grande partie des masses réellement productives. Ainsi, dès l'origine, le caractère de classe de la «démocratie» (de la classe des propriétaires d'esclaves, qui constituaient la grande majorité des «hommes libres» et détenaient de par leur puissance et leur disponibilité les réelles prérogatives du pouvoir) était il nettement marqué.

Après une éclipse de dix-sept siècles, le mot «démocratie» est réapparu dans le vocabulaire politique de l'Europe occidentale au tout début de la Renaissance. Les philosophes qui reflétaient à l'époque les idées de la bourgeoisie en voie de formation en ont façonné une signification qui puisse correspondre aux aspirations montantes de cette nouvelle classe sociale. Lorsque la bourgeoisie, après avoir bénéficié d'une première phase de développement dans le cadre et sous la protection relative de la monarchie absolue, a commencé à ressentir la nécessité de se libérer du joug de celle-ci, ses représentants les plus avancés ont opposé l'idée de démocratie aux systèmes existants fondés sur l'aristocratie ou l'autocratie. S'exprimant au nom du peuple -de l'ensemble des classes sociales exclues des privilèges féodaux- en termes de catégories abstraites et universelles, ils ont proclamé la légitimité de la démocratie comme système de gouvernement du peuple par le peuple, éventuellement assorti de modalités d'aménagement des rapports sociaux jugées nécessaires pour en rendre l'exercice effectivement possible.

La démocratie était ainsi conçue comme le moyen de la liberté politique (des libertés d'opinion, d'expression, de réunion etc...), l'instrument de la justice sociale et de l'égalité en droits. Elle apparaissait liée à l'affirmation des droits de l'homme et du citoyen, à la nécessité d'instaurer un «Etat de droit» opposé à l'arbitraire politique, à la dictature d'une caste privilégiée ou d'un tyran.

Mais, dans la pratique, dès le renversement des anciens régimes et l'affirmation de son propre pouvoir, la bourgeoisie a singulièrement restreint l'exercice de la démocratie de telle sorte qu'en soient pratiquement exclues les «classes inférieures». Celles-ci étaient d'emblée jugées indignes de participer à l'exercice du pouvoir politique dès lors que leur statut social (défini selon les critères de la fortune ou du revenu, de l'imposition, de la propriété foncière ou manufacturière) ne lui paraissait pas pouvoir leur en faire partager les responsabilités ⁽¹⁾

Démocratie et Dictature du prolétariat

Il revenait donc à la nouvelle classe en voie de formation dans le cadre du développement du système capitaliste, le prolétariat, totalement exclu de fait de la vie politique, de reprendre à son compte le flambeau de la démocratie. Il pouvait sembler qu'une application conséquente de celle-ci, à conquérir par la voie révolutionnaire, devrait nécessairement correspondre à l'avènement au pouvoir du prolétariat, en tant que seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, portant en elle les aspirations de l'immense majorité du peuple.

⁽¹⁾ En contradiction avec les grands principes universels proclamés, les déclarations des droits et des libertés etc..., les premiers systèmes d'exercice du pouvoir «démocratique» par la bourgeoisie s'efforçaient par différents moyens d'en exclure les classes populaires. En Grande Bretagne, la sélection des électeurs était strictement opérée par le système de la «franchise électorale». Aux Etats-Unis, le droit de vote était réservé aux «hommes libres» pouvant justifier d'un certain revenu. En France, mise à part la phase extrêmement courte de la Convention et de la Constitution de l'an I (qui n'a jamais été appliquée), le régime électoral est demeuré indirect ou censitaire jusqu'à la révolution de 1848. En Allemagne, après le bref épisode de l'élection au suffrage universel du Parlement de Francfort (1848), la Constitution prussienne de 1850

établit un système électoral à deux degrés permettant d'annihiler les votes de la grande majorité des «citoyens» d'origine populaire.

F. Engels exprime cette idée dans les termes suivants:

«Dans tous les pays civilisés, la conséquence nécessaire de la démocratie est la domination politique du prolétariat»(2)

«la révolution à venir «avant tout... établira une constitution démocratique et par là, directement ou indirectement, la démocratie politique du prolétariat»(3)

Le «Manifeste du Parti Communiste» de K. Marx et F. Engels énonce très clairement que:

«La première étape de la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie»

Quarante trois ans plus tard, dans sa critique du programme d'Erfurt (Juin 1891), F. Engels écrit:

«Une chose est absolument certaine, c'est que notre parti et la classe ouvrière ne peuvent accéder au pouvoir que sous la forme de république démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat».

Domination de classe du prolétariat, démocratie, ces deux termes apparaissent dès lors inséparablement et légitimement associés. L'appropriation de la notion de «démocratie» par le mouvement communiste à ses débuts lui donne un nouveau contenu de classe, dépourvu de toute ambiguïté. Cette notion se confond entièrement avec l'exercice du pouvoir politique de la classe sociale qui, même lorsqu'elle n'est pas encore majoritaire (ce qui est le cas à l'époque en France et en Allemagne), représente les intérêts et l'avenir historique de l'ensemble des couches populaires: le prolétariat.

Contrairement à ceux qui, capitulant devant l'idéologie dominante, opposent aujourd'hui dictature du prolétariat et démocratie, nous pouvons affirmer que pour les marxistes ces deux termes constituent une unité indissociable et sont pratiquement synonymes. La démocratie, (au sens le plus véritable du mot) ne peut exister qu'en tant qu'exercice du pouvoir politique par la seule classe capable en même temps de s'opposer avec la plus grande fermeté (et d'associer à cette opposition l'immense majorité du peuple) à toutes les tentatives des anciennes classes oppresseuses et exploiteuses de rétablir l'ancien ordre des choses, précisément fort peu démocratique. Ce qui est précisément la mission historique de la dictature du prolétariat.

Lénine, sur cette question, a donné à son tour des indications très claires:

«...Le socialisme ne peut être réalisé autrement qu'à travers la dictature du prolétariat, qui associe la violence contre la bourgeoisie, c'est à dire contre la minorité de la population, au développement intégral de la démocratie, c'est à dire à la participation réellement égale et réellement universelle de toute la masse de la population à toutes les affaires de l'Etat et à toutes les questions complexes de la liquidation du capitalisme... »(4)

Dans tous ses discours et écrits, Lénine n'a jamais manqué d'associer dans le concept de dictature du prolétariat l'existence d'un pouvoir d'Etat capable de briser la résistance des capitalistes, de réprimer par la force toute tentative des anciennes classes dirigeantes de nuire à la marche en avant vers le socialisme et en même temps l'instauration d'une *«démocratie pour l'immense majorité du peuple», «un élargissement considérable de la démocratie devenue pour la première fois démocratie pour les pauvres, démocratie pour le peuple, et non pas démocratie pour les riches»(5)*

Nécessité de la lutte pour la démocratie

Ainsi donc, la lutte pour la démocratie - pour une véritable démocratie populaire au plein sens du mot - a toujours fait partie intégrante des objectifs fixés par la lutte révolutionnaire du prolétariat. Elle a toujours été indissociable de la lutte pour le socialisme. Prétendre le contraire est un mensonge historique.

Mais si la conquête de la démocratie ne peut que se confondre avec la domination politique du prolétariat, cela ne signifie pas qu'il ne soit pas déjà possible et nécessaire de se battre au sein même du régime capitaliste pour y faire progresser le plus possible un certain nombre d'avancées démocratiques, même demeurant encore limitées et insuffisantes. Il s'agit même là d'une condition jugée nécessaire par Marx, Engels et Lénine pour que les contradictions d'intérêts entre la classe ouvrière et la bourgeoisie apparaissent au grand jour, que puisse se développer pleinement la lutte politique de la classe ouvrière et que se créent les conditions de son accès au pouvoir. De cet aspect, le prolétariat ne peut être indifférent aux formes d'exercice du pouvoir par la bourgeoisie et doit se battre au premier rang pour la conquête et l'affermissement des libertés démocratiques.

F. Engels a formulé dans ce sens l'idée que :

«La république démocratique ne supprime pas l'antagonisme entre les deux classes, elle ne fait au contraire que fournir le terrain sur lequel cet antagonisme se règle par la lutte »(6)

A fortiori, dans les conditions de la Russie, encore soumise au joug de l'autocratie tsariste, Lénine a particulièrement insisté sur la nécessité pour le mouvement ouvrier de se mettre à la tête de l'action indispensable pour renverser l'autocratie et promouvoir des transformations démocratiques :

«Pourquoi le renversement de l'autocratie doit il être la tâche première de la classe ouvrière russe? Parce qu'en régime autocratique, la classe ouvrière ne peut développer largement sa lutte, ne peut conquérir aucune position solide, ni dans le domaine économique, ni dans le domaine politique; elle ne peut créer de puissantes organisations de masse, ni déployer devant toutes les masses laborieuses le drapeau de la révolution sociale et leur apprendre à lutter pour elle. C'est seulement dans un régime de liberté politique que toute

(2) Article de F. Engels dans la «Deutsche Briisseler Zeitung» du 07-10-1847

(3) F.Engels «Principes du communisme» Novembre 1847

(4) Lénine « Réponse à P. Kievski – tome 23 – p. 24

(5) «L'Etat et la Révolution» Editions Sociales - p.81

(6) F.Engels «L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat » Ed.Costes - p..78

la classe ouvrière peut soutenir une lutte décisive contre la classe bourgeoise; et le but final de cette lutte est la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et l'organisation par ce dernier de la société socialiste... Les social-démocrates ont toujours dit que c'est seulement dans un régime de liberté politique et à travers une vaste lutte de masse que la classe ouvrière saura créer les organisations qui assureront cette victoire définitive du socialisme»(7)

«En ce qui concerne la lutte politique en particulier, le point de vue de classe exige du prolétariat qu'il pousse en avant tout mouvement démocratique».(8)

Dans «Que Faire ?» écrit en 1902, Lénine souligne l'importance des tâches démocratiques de la social-démocratie visant au renversement de l'aristocratie et à l'établissement d'un régime de liberté politique(9). Pendant la révolution de 1905, il précise devant le soviet de St Pétersbourg ce que devrait être le programme démocratique d'un gouvernement révolutionnaire(10). Cette ligne ne se démentit pas par la suite, comme le montrent les quelques citations suivantes s'étageant de 1905 à 1916, qu'il faut aussi bien restituer dans un contexte où en Russie, la «révolution démocratique» bourgeoise est encore à venir :

«Dans la société bourgeoise contemporaine, on ne peut concevoir sans liberté politique ni un plein essor des forces productives, ni une lutte des classes libre, déclarée et large, ni l'éducation politique, l'instruction, la cohésion des masses prolétariennes. C'est pourquoi le prolétariat conscient poursuit toujours une lutte décidée pour une complète liberté politique, pour la révolution démocratique...L'un des objectifs du prolétariat, c'est de pousser la bourgeoisie en avant, de donner au peuple entier les mots d'ordre d'une révolution démocratique intégrale, d'en entreprendre hardiment lui-même l'application, d'être en un mot l'avant-garde, le détachement avancé dans la lutte pour la liberté du peuple tout entier ».(11)

«Notre point de vue est celui de la lutte de classe et nous exigeons une liberté absolue de participation dans la politique de toute classe, condition, sexe, peuple, couche ou groupe de la population».(12)

«Il importe au plus haut point défaire comprendre que la liberté de la presse, d'association, de réunion, de grève est absolument indispensable aux ouvriers, mais qu'on ne pourra l'obtenir que si on comprend qu'elle est indissolublement liée aux bases fondamentales de la liberté politique. à un changement radical de tout le régime politique actuel...»(13)

Dans des circonstances révolutionnaires, l'approfondissement de la démocratie politique dans tous les domaines ne peut que favoriser le mouvement révolutionnaire, parce qu'il va dans le sens de l'histoire immédiate. Il n'y a donc rien à craindre de l'existence d'une intense vie démocratique, y compris dans les rapports avec les autres courants qui se manifestent au sein du mouvement ouvrier. Ce qu'exprimait ainsi Lénine dans la brève perspective (Septembre 1917) d'un possible gouvernement des Soviets encore dominé par les partis petits-bourgeois réformistes et ne présentant donc pas encore le caractère d'une dictature du prolétariat:

«Nous n'avons rien à craindre d'une démocratie authentique, car la vie est avec nous et les tendances mêmes qui se développent au sein des partis socialiste-révolutionnaire et menchevik, nos adversaires, confirment la justesse de notre attitude»(14)

La conquête du suffrage universel

Cette bataille menée par le mouvement ouvrier pour l'obtention des libertés démocratiques est passée par une phase nécessaire de lutte pour la conquête du suffrage universel et son utilisation dans le sens des intérêts de ce mouvement. Cela apparaissait dans un premier temps, comme une condition indispensable pour que les couches populaires puissent enfin intervenir dans la vie politique du pays en envoyant leurs propres représentants dans les instances délibératives. Le suffrage universel apparaissait ainsi comme un moyen d'action nécessaire pour que la classe ouvrière, au delà de sa lutte purement économique pour résister à l'exploitation capitaliste, puisse combattre ses ennemis de classe sur le plan politique. La possibilité d'envoyer des députés dans les parlements devait permettre à ceux-ci de proclamer hautement les principes sur lesquels se fondait l'action révolutionnaire du prolétariat. La conquête du suffrage universel s'est réalisée dans la plupart des pays capitalistes avancés de l'époque à partir de la deuxième moitié du XIXème siècle. Nous en analyserons plus loin les conséquences diverses et contradictoires, et l'utilisation réelle qui a pu en être faite par la classe dirigeante.

En France, après que la bourgeoisie effrayée par les journées de Juin 1848 se soit empressée de modifier la loi électorale (en mai 1850) par des dispositions de domiciliation privant du droit de vote trois millions d'ouvriers, le suffrage universel a été rétabli (dans des conditions ne lui permettant cependant pas déjouer un véritable rôle politique) par la Constitution impériale de Janvier 1852. On sait comment, après l'épisode révolutionnaire de la Commune et les tentatives de restauration monarchique, le suffrage universel a été définitivement instauré par la Constitution de la IIIème République (1875).

(7) Lénine «Un mouvement rétrograde dans la social-démocratie russe» œuvres, tome 4 - p. 272. Ne pas oublier dans la lecture de ces citations de Lénine que la «social démocratie» était à l'époque l'appellation normale et officielle du parti ouvrier et n'avait pas le sens péjoratif que nous pouvons lui donner aujourd'hui.

(8) Lénine «l'agitation politique et le point de vue de classe» œuvres complètes, tome 4 - p. 407

(9) voir notamment «Que Faire ?» (E.S.) p. 19, 34, 85.

(10) Lénine , œuvres, tome 10 - p. 17

(11) « Les objectifs démocratiques du prolétariat révolutionnaire » œuvres, tome 8 – p.518-521

(12) «Libéraux et cléricaux» œuvres, tome 18 - p. 228

(13) «De quelques interventions des députés ouvriers» œuvres, tome 18 - p. 430

(14) Lénine «Des compromis» œuvres complètes, tome 21 - p. 168. Les passages soulignés dans ces citations le sont par Lénine

En Allemagne, c'est la Constitution fédérale de 1867 qui a instauré l'élection du Reichstag au suffrage universel. La même année, en Grande-Bretagne, après plusieurs décennies de luttes ouvrières et démocratiques, la réforme électorale de 1867 instaurait également le suffrage universel, qui deviendra encore plus effectif avec le Parlement Act de 1911 concentrant l'essentiel du pouvoir législatif dans la Chambre des Communes.

En Autriche, le suffrage universel ne sera obtenu qu'en 1907, et en Italie en 1912.(15)

L'importance que les fondateurs du socialisme scientifique attachaient à l'utilisation du suffrage universel par le parti ouvrier peut se résumer dans la citation suivante:

«Ce serait abandonner un des plus puissants moyens d'action, et surtout d'organisation et de propagande, que de renoncer à combattre nos adversaires sur le terrain politique. Le suffrage universel nous donne un moyen d'action excellent. En Allemagne, les ouvriers fortement organisés comme parti politique ont réussi à envoyer six députés à la soi-disant représentation nationale; et l'opposition que nos amis Bebel et Liebknecht y ont pu faire contre la guerre de conquête vient d'agir plus puissamment dans l'intérêt de notre propagande internationale que des années de propagande par la presse et les réunions ne l'auraient fait. En ce moment, en France aussi, des représentants ouvriers viennent d'être élus et proclameront hautement nos principes à l'Assemblée Nationale. Aux prochaines élections, ce sera la même chose en Angleterre.»(16)

Démocratie et lutte pour le socialisme

Cependant, dans tous les cas, contrairement aux interprétations que lui ont donné les révisionnistes et que nous examinerons ultérieurement, la lutte nécessaire pour la démocratie n'a jamais été considérée par Marx, Engels et Lénine comme une fin en soi, se confondant avec la lutte pour le socialisme. Elle ne peut se substituer à l'action du prolétariat pour le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie mais doit au contraire contribuer à en créer les conditions, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Il ne s'agit bien que de conquérir au sein même du régime bourgeois des moyens d'intervention et d'action politique afin de les utiliser pour permettre à la classe ouvrière de s'organiser et de la mettre en condition de renverser ce régime et non pas de la faire cheminer pas à pas vers sa transformation indolore au travers d'une soi-disant «voie démocratique».

Dans son introduction au projet de programme pour le Parti Ouvrier Français, (1880), Karl Marx rappelle que l'appropriation collective des moyens de production -condition absolue de l'abolition du capitalisme et de l'instauration du socialisme- ne peut sortir que de l'action révolutionnaire du prolétariat organisé en parti politique distinct. Une telle organisation, précise-t-il, doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat *«y compris le suffrage universel transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation»(17)*

Nous verrons plus loin les difficultés qui se sont révélées à ce que s'opère cette transformation du suffrage universel d'instrument de duperie en instrument d'émancipation, les obstacles que lui a constamment opposés la bourgeoisie régnante dans la lutte de classe acharnée l'opposant à la classe ouvrière. Retenons seulement ici l'idée de la conquête et de l'utilisation de toute avancée démocratique comme un moyen d'organiser le prolétariat en vue de la révolution socialiste.

Lénine a souligné le rôle de la lutte pour la démocratie intégrée dans la lutte pour la révolution socialiste. Nous ne pouvons hésiter ici à donner une série de citations pour bien montrer comment s'est exprimée sur cette question la pensée de Lénine, et afin que l'on ne puisse la tronquer ni la falsifier.

«Le prolétariat ne peut vaincre autrement qu'en passant par la démocratie, c'est à dire en réalisant la démocratie intégrale et en rattachant à chacun des épisodes de sa lutte des revendications démocratiques formulées de la façon la plus énergique. Il est absurde d'opposer la révolution socialiste et la lutte révolutionnaire contre le capitalisme à l'une des revendications démocratiques... Nous devons associer la lutte révolutionnaire contre le capitalisme à un programme et à une tactique révolutionnaire pour l'ensemble des revendications démocratiques : république, milice, élection des fonctionnaires par le peuple, égalité civique des femmes, droit des nations à disposer d'elles mêmes, etc... Tant qu'existe le capitalisme, toutes ces revendications ne sont réalisées qu'à titre exceptionnel, et encore sous une forme incomplète et altérée. Mettant à profit les réalisations démocratiques déjà acquises, tout en dénonçant leur caractère incomplet en régime capitaliste, nous réclamons le renversement du capitalisme, l'expropriation de la bourgeoisie, comme la mesure indispensable aussi bien pour faire disparaître la misère des masses que pour réaliser complètement, intégralement, toutes les réformes démocratiques. Certaines de ces réformes seront entreprises avant le renversement de la bourgeoisie, d'autres au cours de ce renversement, d'autres encore après /«/»(18)

«De même qu'il est impossible de concevoir un socialisme victorieux qui ne réaliserait pas la démocratie intégrale, de même le prolétariat ne peut se préparer à la victoire sur la bourgeoisie s'il ne mène pas une lutte générale, systématique et révolutionnaire pour la démocratie...»

La «domination du capital financier n'abolit nullement l'importance de la démocratie politique en tant que forme plus libre, plus large et plus claire de l'oppression de classe et de la lutte de classe. C'est pourquoi tous les raisonnements présentant comme «irréalisables» du point de vue économique l'une des revendications de la démocratie politique en régime capitaliste procèdent d'une déformation théoriquement fautive des rapports généraux et fondamentaux du capitalisme et de la démocratie politique en général».

(15) Encore faut-il bien mesurer les limites du suffrage universel ainsi obtenu, qui exclut la moitié de la population (les femmes) et ne permet que d'envoyer des représentants dans des Chambres ayant des pouvoirs relativement limités par d'autres artifices constitutionnels.

(16) F.Engels. Lettre au conseil fédéral de la région espagnole de l'A.I.T. in correspondance Marx Engels, tome XI - p. 154

(17) «Travail Salarié et capital» E.S., p. 80

(18) Lénine «Prolétariat révolutionnaire et droit des nations» œuvres, tome 21 - p. 424

La social-démocratie ne peut donc nullement renoncer «à la lutte immédiate et la plus résolue pour toutes les revendications démocratiques» -cette renonciation ferait tout simplement le jeu de la bourgeoisie et de la réaction - tout au contraire il en découle la nécessité de formuler toutes ces revendications et de les faire aboutir non pas en réformistes, mais en révolutionnaires; non pas en se contentant d'interventions parlementaires et de protestations verbales, mais en entraînant les masses à l'action, en élargissant et en attisant la lutte autour de chaque revendication démocratique, fondamentale, jusqu'à l'assaut direct du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est à dire jusqu'à la révolution socialiste qui exproprie la bourgeoisie ». (19)

«La solution marxiste de la question de la démocratie consiste dans l'utilisation, par le prolétariat qui mène sa lutte de classe, de toutes les institutions et aspirations démocratiques contre la bourgeoisie, en vue de la renverser... le marxisme enseigne que «lutter contre l'opportunisme» en refusant d'utiliser les institutions démocratiques de la société capitaliste actuelle, créées par la bourgeoisie et dénaturées par elle, c'est capituler sans condition devant l'opportunisme». (20)

«Toute la «démocratie» consiste dans la proclamation et la réalisation de «droits» difficilement réalisables et d'une façon très conditionnelle en régime capitaliste; mais sans cette proclamation, sans que la lutte pour les droits soit menée immédiatement et sans délai, sans que les masses soient éduquées dans l'esprit d'une telle lutte, le socialisme est impossible».

«...Le socialisme est impossible sans la démocratie dans les deux sens suivants:

1) le prolétariat ne peut pas accomplir la révolution socialiste s'il ne s'y prépare pas en luttant pour la démocratie

2) le socialisme victorieux ne pourra pas maintenir sa victoire et conduire l'humanité vers le dépérissement de l'Etat sans réaliser complètement la démocratie». (21)

DEUXIEME PARTIE

L'ILLUSION DEMOCRATIQUE

Les illusions démocratiques et l'opportunisme

La conception marxiste-léniniste est donc bien celle de l'utilisation de la démocratie bourgeoise, des conquêtes démocratiques acquises de haute lutte au sein même de la société bourgeoise, pour favoriser l'organisation de la classe ouvrière et la préparer au renversement révolutionnaire de la domination bourgeoise. Celui-ci est la condition nécessaire pour pousser plus avant la démocratie dans la nouvelle société socialiste, qui ne peut exister que grâce à l'exercice du pouvoir par le prolétariat.

Mais dès la fin du XIX^e siècle s'est développé dans le mouvement ouvrier un autre courant pensant pouvoir, au travers d'un approfondissement permanent de la démocratie, opérer une transformation progressive du capitalisme au socialisme sans avoir besoin de passer par la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat.

Ce courant s'appuyait notamment (22) sur les progrès constants enregistrés presque à chaque élection et pendant toute une période par les partis ouvriers dans le cadre de la démocratie bourgeoise. En France, les partis ouvriers se réclamant du socialisme sont passés de 2,2% des suffrages exprimés en 1889 à 10,3% en 1898, 13,15% en 1910, 16,8% en 1914, 20,1% en 1919. En Allemagne, la croissance est encore plus fulgurante, l'influence du Parti Social-démocrate progresse sans arrêt, passant de 311.000 voix en 1881 à 4.250.000 en 1912 (34,8% des suffrages exprimés) où il est devenu, avec 110 députés, le plus fort parti du Reichstag. Dans les pays où le suffrage universel a été conquis plus tardivement, le parti ouvrier s'est révélé d'emblée comme une puissance politique: 1.047.000 voix et 87 députés en Autriche aux élections de 1907 (ce résultat sera encore consolidé en 1911 où le Parti Social-démocrate obtiendra à Vienne 20 des 33 députés de la capitale), 52 députés en Italie (avec 883.409 voix) aux élections de 1913. A cela s'ajoute aussi dans plusieurs cas la croissance du nombre des élus locaux ou municipaux.

L'organisation de la classe ouvrière se développe, se multiplie. Les partis ouvriers accroissent sans cesse leurs effectifs. Leur action et leur influence sont renforcées par l'existence d'organisations syndicales de plus en plus puissantes (4 millions de syndiqués en Grande Bretagne, 2,5 millions en Allemagne, un million en France à la veille de la première guerre mondiale) prolongées par l'activité de masse de diverses autres formes d'organisation spécifiques de la classe ouvrière (coopératives, mutuelles etc...).

(19) Lénine. œuvres, tome 22 – p.156-158

(20) Lénine, œuvres, tome 23 - p. 24

(21) Lénine, œuvres, tome 23-p. 80-81

(22) L'illusion démocratique n'est qu'un des facteurs, beaucoup plus nombreux et complexes, qui ont contribué au développement de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier. Une brochure spéciale sera consacrée à cette question.

L'idée a ainsi pu se développer que ce processus pourrait se poursuivre indéfiniment jusqu'à donner légalement la majorité absolue et donc le pouvoir aux partis ouvriers.

C'est en Allemagne, justement parce que le parti ouvrier y était le plus fort et le mieux organisé, que ce courant de pensée s'est le plus fortement développé. En raison de son rôle dominant au sein de la 11^e Internationale, il a fortement influencé dans ce sens certaines de ses formulations. Dès le troisième congrès de la 11^e Internationale en 1893, August Bebel, dans un discours violent contre les anarchistes, définit de façon quelque peu ambiguë l'action politique du mouvement ouvrier comme :

«L'utilisation des droits politiques et de la machinerie législative pour la conquête par le prolétariat du pouvoir politique».(23)

La résolution adoptée par ce congrès mérite également d'être mentionnée

«L'action politique est nécessaire tant au point de vue de l'agitation et de l'affirmation intégrales des principes socialistes qu'au point de vue de la réalisation de réformes d'intérêt immédiat».

Le congrès :

«recommande par conséquent aux ouvriers de tous les pays de conquérir leurs droits politiques et de s'en servir dans tous les corps législatifs et administratifs pour réaliser les revendications du prolétariat et s'emparer des pouvoirs politiques qui ne sont aujourd'hui que les instruments de la domination capitaliste pour les transformer en moyens d'émancipation du prolétariat».

Le IV Congrès (1895) confirme l'importance donnée à «l'action législative et parlementaire comme l'un des moyens nécessaires» pour poursuivre «la substitution de la propriété et de la production socialistes à la propriété et à la production capitalistes». Le V Congrès (1900) appelle les socialistes à «accorder aux réformes communales l'importance que leur donne leur rôle d'embryon de la société collectiviste».

Le révisionnisme

Mais c'est avec le révisionniste allemand Eduard Bernstein que s'affirme la théorisation des «voies démocratiques» au socialisme en opposition avec la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat, et donc en rupture profonde avec la pensée marxiste. Bernstein se fonde sur l'affirmation que :

«dans le domaine politique, nous voyons les privilèges de la bourgeoisie capitaliste s'effacer peu à peu devant les progrès des institutions démocratiques. Et la démocratie, ainsi que les pressions accrues du mouvement ouvrier, en viennent à contrecarrer l'exploitation capitaliste. Cette action, encore hésitante et tâtonnante, tend à généraliser ses effets. La législation du travail, la démocratisation de la gestion municipale, l'extension du pouvoir des communes, la disparition de toute entrave légale au développement des syndicats et des coopératives, l'attention portée aux organisations ouvrières lors de chaque commande de l'Etat, autant de faits qui définissent la phase de l'évolution sociale que nous traversons».(24)

Pour Bernstein, cette progression de la démocratie, dénuée de tout contenu de classe, est inexorable. Rien ne peut s'y opposer, et donc pas la résistance de la bourgeoisie pour conserver ses privilèges et sa domination politique :

«L'extension des institutions démocratiques et de l'humanisme ne s'arrêtera pas, même devant la lutte de classes; elle ouvrira la voie à des actions plus pacifiques. De nos jours, en votant ou en manifestant, nous imposons des réformes qui eussent nécessité, il y a cent ans, des révolutions sanglantes».(25)

«Nul retour en arrière n'est à craindre dans les pays où la démocratie s'est solidement enracinée».(26)

Dans ces conditions, il n'y a aucune nécessité de préparer le renversement de la bourgeoisie par la révolution, considérée comme un archaïsme et qualifiée de «catastrophe politique» :

«Dès que la minorité possédante d'une nation cesse de représenter un obstacle décisif au progrès, que l'oeuvre d'édification l'emporte sur l'oeuvre de destruction, l'appel à la révolution violente perd toute signification».(27)

Le suffrage universel est idéalisé et devient le mode d'action politique prioritaire et essentiel de la classe ouvrière :

«Le droit de vote fait de celui qui l'exerce un membre de la collectivité. Même si cette participation n'est d'abord que virtuelle, elle finit à la longue par devenir effective. Tant que la classe ouvrière reste numériquement faible et politiquement peu formée, le droit de vote peut sembler se réduire au droit de choisir son «bourreau». Mais à mesure que les ouvriers sont plus nombreux et que leur niveau de connaissances s'élève, le suffrage universel devient l'instrument par lequel ils peuvent transformer les parlementaires en serviteurs du peuple ».(28)

«Le suffrage universel constitue une alternative à la révolution». La social-démocratie n'a pas de meilleur moyen d'accélérer le processus de transformation démocratique de la société «que de se placer, tant du point de vue pratique que doctrinal sur le terrain du suffrage universel, avec toutes les conséquences que cela implique pour sa tactique».(29)

(23) August Bebel (1840-1913), un des fondateurs avec W.Liebknecht du Parti social-démocrate d'Allemagne, propagateur du marxisme et vivement opposé au révisionnisme de Bernstein, était un authentique dirigeant révolutionnaire. Son expression en est d'autant plus caractéristique de l'inflexion qui se manifestait en faveur de l'utilisation de la légalité bourgeoise plutôt que de la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir par le prolétariat.

(24) Eduard Bernstein «Les présupposés du socialisme» Edition du Seuil p. 14

(25) idem p. 18

(26) id. p. 175

(27) id. p. 232

(28) id. p. 176

(29) id. p. 177

L'idéalisation ainsi opérée de la «démocratie» permet à Bernstein de théoriser le réformisme en tant que seule voie permettant à notre époque de passer du capitalisme au socialisme :

«...il ne s'agit nullement de procéder à une expropriation générale, simultanée et violente, mais de remplacer progressivement et légalement une organisation par une autre...»

«...les institutions libérales modernes se caractérisent par leur souplesse et leur capacité de transformation. Il n'est donc pas utile de les détruire; il s'agit de les améliorer et, pour cela, il suffit d'une action énergique et d'une organisation. Le recours à la violence révolutionnaire n'est pas nécessaire (...) l'évolution de notre démocratie (...) nous aidera à remplacer progressivement les luttes de classes actuelles par une démocratie sociale».

Et Bernstein cite, pour la reprendre à son compte, cette phrase du socialiste espagnol Pablo Iglesias :

«La bourgeoisie, quelle qu'elle soit, doit se persuader que nous ne voulons pas nous emparer brutalement du pouvoir et encore moins par les moyens dont elle s'est jadis servie, la violence et l'effusion de sang, mais par les voies légales qui correspondent à notre civilisation». (30)

On aboutit ici à l'identification complète du socialisme et de la démocratie, hors de toute contradiction ou domination de classe :

«La conquête de la démocratie, la mise en place d'organes politiques et économiques appropriés sont les deux conditions indispensables à l'avènement du socialisme». (31)

«La démocratie est à la fois un moyen et un but. C'est un outil pour instaurer le socialisme et la forme même de sa réalisation». (32)

Un peu plus d'une quinzaine d'années plus tard, après avoir combattu le révisionnisme de Bernstein, le socialiste allemand Karl Kautsky rejoint l'essentiel de ses positions en opposant à son tour la dictature du prolétariat à la «démocratie». Il prône, comme Bernstein, le passage pacifique du capitalisme au socialisme «par la voie démocratiques», en idéalisant la démocratie bourgeoise vidée à nouveau de tout contenu de classe. Il critique violemment le pouvoir des soviets, accusé d'être «non démocratique», instauré par le Parti bolchevik en Russie après la Révolution d'Octobre 1917. Lénine a vigoureusement répondu à ces critiques dans sa brochure : «La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky».

TROISIEME PARTIE

REPONSES A L'OPPORTUNISME ET AU REVISIONNISME

Etat et démocratie

La théorie de Bernstein et de tous ceux qui par la suite ont emprunté la même voie repose sur l'idée que:

«la démocratie est l'absence de domination de classe, c'est à dire un état social où nulle classe ne dispose à elle seule du pouvoir politique». (33)

Pour Bernstein,

«la dictature de classe est une idée qui appartient à une culture périmée (...) elle représente une régression». (34)

D'où il conclut :

«Quel sens cela a t'il de rester accroché à l'idée de la dictature du prolétariat alors que partout les représentants de la social-démocratie se prêtent au jeu de la représentation proportionnelle et du pouvoir législatif, toutes pratiques qui sont à l'opposé de la dictature? (...) Toute la pratique de la social-démocratie vise à créer les conditions qui permettront un passage pacifique du système actuel à un ordre social meilleur». (35)

Pour la même raison, il serait inutile de procéder à «la destruction de l'Etat suivie de sa refonte complète, telle que l'imaginaient Marx et Proudhon». (36)

La conception de Bernstein, en idéalisant la «démocratie», en en faisant un absolu, oublie que celle-ci n'est qu'une variété du pouvoir d'Etat, et donc précisément une forme particulière de domination de classe s'exerçant dans des conditions données. Elle tourne le dos à la réalité analysée par Marx et Engels, puis par Lénine, réalité confirmée depuis lors par tous les événements contemporains jusqu'aux plus récents.

Tout continue à montrer que l'Etat, y compris le plus «démocratique» en apparence, n'est que le produit d'antagonismes de classes inconciliables. Il demeure en système capitaliste le moyen «de maintenir par la violence les conditions de vie et de domination de la classe dominante contre la classe dominée». (37)

(30) id. p. 192

(33) id.p. 172.

(34) id.p.178

(35) id.p;178

(36) id.p.188

Lénine a clairement rappelé qu'on ne saurait parler de «démocratie» en général. Un marxiste « n'oubliera jamais de demander : pour quelle classe? ». (38)

«Il est clair que, tant qu'il existe des classes distinctes, on ne saurait parler de «démocratie pure», mais seulement de démocratie de classe (soit dit entre parenthèses, «démocratie pure» est non seulement une formule d'ignorant qui ne comprend rien à la lutte des classes, ni à la nature de l'Etat, mais encore une formule triplement creuse, car dans la société communiste, l'Etat dépérit mais ne sera jamais une démocratie «pure»».

«La «démocratie pure» n'est qu'une phrase mensongère d'un libéral qui cherche à duper les ouvriers, L'histoire connaît la démocratie bourgeoise qui remplace la féodalité et la démocratie prolétarienne qui remplace la démocratie bourgeoise» (...) «La démocratie bourgeoise, tout en constituant un grand progrès historique par rapport au Moyen Age, reste toujours - elle ne peut pas ne pas rester telle en régime capitaliste - une démocratie étroite, tronquée, fausse, hypocrite, un paradis pour les riches, un piège et un leurre pour les exploités, pour les pauvres». (39)

Pour combattre la montée révolutionnaire du prolétariat, la bourgeoisie et ses agents dans les organisations ouvrières mettent en avant la condamnation de la dictature et l'apologie de la démocratie.

«Tout d'abord, cet argument opère à l'aide des notions de «démocratie en général» et de «dictature en général», sans poser la question de savoir de quelle classe il s'agit. Poser la question de cette manière, en dehors des classes ou au dessus des classes, soi-disant du point de vue du peuple tout entier, c'est tout simplement se moquer de l'enseignement essentiel du socialisme, à savoir la théorie de la lutte des classes que les socialistes passés aux côtés de la bourgeoisie reconnaissent en paroles mais oublient en fait. Car dans tout pays capitaliste civilisé, il y a la démocratie bourgeoise et non la «démocratie en général» (...) La république bourgeoise la plus démocratique n'est rien d'autre qu'un appareil permettant à la bourgeoisie de réprimer la classe ouvrière, permettant à une poignée de capitalistes d'écraser les masses laborieuses. (...) Les traîtres au socialisme présentent les choses comme si la bourgeoisie renonçait à la résistance et était prête à se soumettre à la majorité des travailleurs, comme s'il n'y avait aucune machine d'Etat permettant au capital d'écraser le travail dans une république démocratique». (40)

Les limites de la démocratie bourgeoise

Nous avons vu toute l'importance que Marx, Engels et Lénine attachaient à l'instauration du suffrage universel, à la conquête de droits démocratiques aussi étendus et approfondis que possible dans le cadre même du régime capitaliste, de la république démocratique bourgeoise. Avec le but d'utiliser les armes politiques ainsi conquises pour organiser la classe ouvrière et la préparer au renversement révolutionnaire du système capitaliste.

Or nous avons maintenant une longue expérience de la manière dont la bourgeoisie a utilisé les situations ainsi créées, résultant de la lutte des classes et de la formation de nouveaux rapports de forces sociaux, pour au contraire affermir et pérenniser sa domination politique, duper les masses populaires et les maintenir sous sa sujétion.

Cette expérience historique acquise dément totalement les illusions opportunistes sur «la démocratie» et les reniements révisionnistes sur la «voie démocratique» vers le socialisme. Elle confirme on ne peut mieux toutes les mises en garde faites à ce sujet par les fondateurs du socialisme scientifique.

L'importance même qu'ils attachaient à la conquête et à l'utilisation du suffrage universel n'empêchait pas Marx et Engels d'en tracer en même temps les limites:

«L'utilisation du suffrage universel dans le système parlementaire bourgeois consiste à décider une fois tous les cinq ou sept ans quel membre de la classe dirigeante doit «représenter» le peuple au parlement». (41)

Engels a nettement caractérisé le suffrage universel comme un index de la maturité politique de la classe ouvrière (en résultat des suffrages accordés à son propre parti, distinct de ceux de la bourgeoisie), comme thermomètre marquant pour les travailleurs le point d'ébullition et donc les mettant en condition de savoir comment ils doivent transformer les conditions de la lutte politique pour renverser la bourgeoisie. Le suffrage universel «ne peut pas être et ne sera jamais davantage dans «l'Etat actuel», compte tenu de la nature de classe de cet Etat» (42)

Trente cinq ans plus tard, critiquant le préjugé du petit-bourgeois vulgaire «selon lequel le vote serait capable de résoudre les problèmes fondamentaux de la lutte des classes», Lénine reprend à son compte, sous une forme à peine modifiée, cette appréciation d'Engels sur le suffrage universel:

«Le suffrage universel atteste le degré de maturité des diverses classes dans la compréhension de leurs tâches respectives. Il montre comment les diverses classes sont disposées à s'acquitter de leurs tâches. La solution même de ces tâches est donnée non par le vote mais par toutes les formes de la lutte de classe, jusques et y compris la guerre civile». (43)

Il a raillé les illusions des démocrates petits bourgeois qui :

«attendent précisément «plus» du suffrage universel. Ils partagent eux-mêmes et inculquent au peuple cette conception fausse que le suffrage universel «dans l'Etat actuel» est réellement capable de traduire la volonté de la majorité des travailleurs et d'en assurer la réalisation» (44)

(38) Lénine -La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky- œuvres choisies Tome II p. 431

(39) id. p. 437-438

(40) Lénine -Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne-œuvres tome 28-p. 481-483

(41) Karl Marx - La guerre civile en France - Ed. Sociales p.53

(42) F.Engels - L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat - Ed.Costes p. 229

(43) Lénine - Les élections à l'Assemblée Constituante - œuvres, tome 3, p. 279

Tout en se prononçant pour la participation aux institutions de la république bourgeoise et notamment au parlementarisme bourgeois, il en a également nettement marqué la limite :

«Le parti du prolétariat révolutionnaire doit participer au parlementarisme bourgeois pour instruire les masses, grâce aux élections et à la lutte parlementaire des partis. Mais limiter la lutte des classes à la lutte parlementaire, ou bien considérer cette dernière comme la forme de lutte supérieure, décisive, à laquelle doivent être subordonnées toutes les autres, c'est passer en fait aux côtés des la bourgeoisie contre le prolétariat».(45)

«Seul un libéral est capable d'oublier (...) le caractère limité et relatif au point de vue historique, du parlementarisme bourgeois. Dans l'Etat bourgeois le plus démocratique, les masses opprimées se heurtent constamment à une contradiction criante entre l'égalité nominale proclamée par la «démocratie» des capitalistes et les milliers de restrictions et complications réelles qui font des prolétaires des esclaves salariés.(...) Mille barrières s'opposent à la participation des masses laborieuses au parlement bourgeois (lequel dans une démocratie bourgeoise, ne résout jamais les questions capitales: celles ci sont tranchées par la bourse, par les banques) (...). Le parlement bourgeois est pour les ouvriers un organisme étranger, un instrument d'oppression des prolétaires par la bourgeoisie, l'organisme d'une classe hostile, d'une minorité d'exploiteurs s».(46)

En conclusion générale sur les limites qu'offre la démocratie bourgeoise à l'action du prolétariat, et sur l'impossibilité qui en résulte de parfaire indéfiniment «la démocratie» jusqu'à n'avoir pas besoin de briser la résistance de la classe dirigeante et d'instaurer la dictature du prolétariat, nous citerons encore une fois Lénine:

«La société capitaliste, considérée dans ses conditions de développement les plus favorables, nous offre une démocratie plus ou moins complète dans la république démocratique. Mais cette démocratie est toujours comprise dans le cadre étroit de l'exploitation capitaliste et, de ce fait, elle reste toujours, au fond, une démocratie pour la minorité, pour les seules classes possédantes, pour les seuls riches. La liberté, en société capitaliste, reste toujours à peu près ce qu'elle fut dans les Républiques de la Grèce antique: une liberté pour les propriétaires d'esclaves. Les esclaves salariés d'aujourd'hui, par suite des conditions de l'exploitation capitaliste, restent si accablés par le besoin et la misère qu'ils ont d'autres soucis en tête que la «démocratie», la «politique»; que dans le cours ordinaire, pacifique, des événements, la majorité de la population se trouve écartée de la vie politique et sociale. »

La démocratie capitaliste comprend de nombreuses restrictions, éliminations, exclusions, obstacles, (dans la législation électorale, le fonctionnement des institutions représentatives, l'organisation capitaliste de la presse quotidienne, les entraves au droit de réunion etc...) qui au total *«excluent, rejettent les pauvres hors de la politique, hors d'une participation active à la démocratie.(...) L'évolution de cette démocratie capitaliste -inévitavelmente étriquée, refoulant sournoisement les pauvres, et par suite, foncièrement hypocrite et mensongère - ne mène pas simplement, directement et sans limite, à une «démocratie déplus en plus parfaite», comme se l'imaginent (...)les opportunistes (...). Non. La marche en avant, c'est à dire vers le communisme, se fait en passant par la dictature du prolétariat; et elle ne peut se faire autrement, car il n'est point d'autres classes ni d'autres moyens pour briser la résistance des capitalistes exploitateurs».*(47)

La nette affirmation du contenu de classe de revendications démocratiques telles que l'égalité et la liberté oblige à reconnaître la nécessité du socialisme pour qu'elles soient, non pas formellement, mais réellement acquises :

«Démocratie veut dire égalité. On conçoit la portée immense qui s'attache à la lutte du prolétariat pour l'égalité et au mot d'ordre d'égalité à condition de le comprendre exactement, dans le sens de la suppression des classes. Mais démocratie signifie seulement égalité formelle».(48)

La liberté (...) est pour toute révolution, socialiste ou démocratique, un mot d'ordre absolument essentiel. Or notre programme est clair: si elle est contraire à l'émancipation du travail de l'oppression capitaliste, la liberté est une duperie».(49)

Lénine exige donc la dénonciation impitoyable des préjugés démocratiques de la petite bourgeoisie:

«Tant que les classes ne sont pas abolies, parler de liberté et d'égalité en général, c'est se leurrer ou leurrer les ouvriers (...) Tant que les classes ne sont pas abolies, toute réflexion sur la liberté ou l'égalité doit susciter la question : liberté pour quelle classe ? A quelle fin ? Egalité entre quelles classes? Sous quel rapport précis? Eluder (...) ces questions, c'est fatalement défendre les intérêts de la bourgeoisie (...) Le mot d'ordre de liberté et d'égalité, en présence du silence fait sur ces questions et sur la propriété privée des moyens de production, est un mensonge et une hypocrisie de la société bourgeoise qui, par une reconnaissance purement formelle de la liberté et de l'égalité, masque en fait la servitude et l'inégalité économique des ouvriers, de tous les travailleurs, de tous les exploités du Capital, autant dire de l'immense majorité de la population dans tous les pays capitalistes».(50)

Démocratie et idéologie dominante

Dans les trois quarts de siècle qui se sont écoulés depuis lors, la vie a pleinement confirmé la validité de ces observations.

Dans la société de classes qui demeure la nôtre, la liberté politique, conquise de haute lutte par les masses travailleuses dans le prolongement des luttes menées par la bourgeoisie contre la féodalité, n'est qu'une liberté formelle, servant d'alibi à ceux qui, détenant le pouvoir économique, sont seuls à même de l'utiliser pour consolider leur domination de classe.

(45) Lénine – « Les élections à l'Assemblée Constituante » -œuvres, tome 30, p.79.

(46) Lénine – « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky » - Œuvres Choiesies, tome II p. 441-442.

(47) Lénine – « L'Etat et la Révolution »- Ed. Sociales p.80-81.

(48) Lénine – « L'Etat et la Révolution » - Ed. Sociales p.90.

(49) Lénine- œuvres, tome 29, p.354.

(50) Lénine – Boniement sur la liberté – œuvres complètes, tome 25, p.554.

L'expérience supplémentaire acquise tout au long du XX^e siècle permet de comprendre encore mieux la manière dont la bourgeoisie a perfectionné l'exercice de son pouvoir «démocratique» et les effets qui ont résulté pour le mouvement ouvrier.

Aucun régime de domination de classe ne peut se maintenir d'une façon stable et durable par la seule utilisation permanente de la répression et de la violence. Il lui faut obtenir l'adhésion d'une fraction aussi importante que possible de la population. La fonction de l'idéologie est ici déterminante. Elle a été pour une part essentielle celle de la religion pendant l'époque féodale. Elle est de nos jours, dans une très large mesure, celle de «l'idéologie démocratique» (bourgeoise) et de toutes les «valeurs» qui s'y rattachent.

K.Marx avait déjà noté dans «L'Idéologie allemande» qu'à toute époque, les idées de la classe dominante, parce qu'elle est la puissance matérielle de la société, sont les idées dominantes. En effet, la classe qui dispose des moyens de production matérielle dispose en même temps et pour cette raison même, des moyens de production intellectuelle et spirituelle. De cet aspect, les idées dominantes ne sont rien d'autre que l'expression en idée des conditions matérielles dominantes et des rapports sociaux correspondants.

Ces idées sont reçues et entretenues de génération en génération par la tradition, par l'éducation, par tout un système de propagation des idées qui traverse de part en part et dans tous les sens l'organisation sociale, par une véritable force d'inertie sociologique qui résulte de ce que chacun perçoit l'évidence de ses idées par le fait qu'elles coïncident tout naturellement avec celles de la grande majorité des autres, qu'elles n'apparaissent que comme le simple reflet d'une pensée commune échappant à toute interrogation critique.

Lénine avait noté à son tour dans «Que Faire?» que l'idéologie bourgeoise, bien plus ancienne que l'idéologie socialiste, plus achevée sous toutes ses formes, et possédant infiniment plus de moyens de diffusion, imprègne profondément la société où nous vivons. Et dans ces conditions, le mouvement spontané, qui va dans le sens du moindre effort (de l'acceptation sans esprit critique, sans effort de résistance à ce qui existe) mène à la domination de l'idéologie bourgeoise.(51)

La bourgeoisie, utilisant les progrès de la technologie et de l'art de la «communication», a renforcé considérablement ses moyens de propagande et de mise en condition idéologique des masses. Les «mass média», contrôlés par le gouvernement ou détenus par de puissants groupes financiers, jouent aujourd'hui un rôle beaucoup plus important qu'autrefois pour former et conditionner l'«opinion publique»: la grande presse de large diffusion, mais aussi d'innombrables magazines «spécialisés», les feuilles locales, les journaux d'entreprise etc... la radio et bien plus encore la télévision qui introduit dans chaque foyer sa dose quotidienne d'informations ciblées et manipulées, de mensonges «médiatiques», de pression politique, d'intoxication idéologique, d'abrutissement.

Le jeu des partis politiques intégrés dans le système de la démocratie bourgeoise, dont nous allons voir la fonction qu'ils exercent réellement, aggrave encore la confusion en faisant percevoir les informations au travers du prisme déformant de la «politique politicienne». Les partis ne disant pas à la population ce qui est vrai, mais ce qui à un moment donné les place dans la position la plus avantageuse pour les prochaines élections.

Chaque travailleur élevé au rang de «citoyen» - lorsqu'il n'est pas exclu par la malchance de n'être qu'un travailleur immigré, dépourvu de tout droit civique - est «libre» de déposer dans l'urne un bulletin de son choix. Sa voix compte pour un, «à égalité» avec celle des membres de la classe dirigeante. Mais des urnes, il ne sort le plus généralement, sans grande surprise, malgré les spectacles de cirque et les pseudo-suspenses organisés autour des élections, que ce qui a été préalablement distillé à longueur de mois et d'années dans les cerveaux.

Démocratie et pluripartisme

La démocratie est souvent associée à l'idée de pluripartisme, en considérant que chaque parti politique est le reflet d'un courant d'idées, d'opinions, qui doivent pouvoir librement s'exprimer et aspirer à gouverner, ce qui est le but que s'assigne chaque parti.

Mais derrière cette première donnée se dissimule une réalité beaucoup plus fondamentale. Chaque parti est, à un degré plus ou moins net, représentatif d'intérêts de classe. La multiplicité des classes sociales dans une société, les divergences d'intérêts ou de conceptions qui peuvent se faire jour au sein de chacune d'elle, aboutissent à un foisonnement de partis politiques, d'où les circonstances particulières et les traditions politiques qui se forment font émerger durablement quelques «grands» partis.

Certains de ces partis proclament ouvertement les intérêts qu'ils défendent. Les autres, lorsqu'ils assurent la défense d'intérêts privilégiés très minoritaires dans la population, les camouflent et n'hésitent pas à pratiquer la démagogie afin de s'assurer une «base de masse» nécessaire pour accéder au gouvernement dans le cadre de la démocratie bourgeoise. Chacun a pu mesurer l'écart (lorsque ce n'est pas la contradiction la plus complète) entre les promesses électorales et la réalité au gouvernement.

De nos jours en France, où les séquelles du féodalisme et de la grande propriété foncière de type ancien ont disparu, où la petite bourgeoisie est laminée et ne peut plus jouer aucun rôle sérieux sur l'arène politique, la confrontation politique essentielle ne peut plus se jouer qu'entre la fraction dominante de la grande bourgeoisie (celle du grand capital financier et des sociétés multinationales) et l'ensemble des travailleurs salariés (qui constituent 85% de la population active).

Le pluripartisme associé à cette réalité devient de plus en plus une mystification. Le grand capital, fort de sa puissance économique, s'est donné la possibilité de manipuler à son avantage la plupart des partis politiques de «droite» comme de «gauche». Ces partis, quelle que soit la couche sociale à laquelle chacun d'eux a mission de s'adresser plus spécifiquement, ne font qu'opérer une division du travail parmi les masses pour les maintenir sous la domination du grand capital. Ils peuvent tous être qualifiés, sinon par leur composition sociale mais par le rôle qu'ils jouent dans la lutte de classes, de partis de la bourgeoisie.

Cela devient si clair aujourd'hui qu'un nombre grandissant de critiques politiques reconnaît que le pluripartisme apparent ne fait que recouvrir une «pensée unique», qui est celle de la classe dominante.

Dans ces conditions, aucune illusion ne doit être entretenue sur le caractère «démocratique» du pluripartisme. La défense du pluripartisme politique ne peut avoir de signification pour le mouvement ouvrier que de deux aspects particuliers.

Le premier est, lorsque les circonstances l'exigent, la nécessité de combattre toute tendance de la bourgeoisie à concentrer son pouvoir dans un parti unique, préluant à la rupture de sa propre légalité démocratique et l'instauration d'un pouvoir de type fasciste.

Le second, et le plus important, est de veiller à ce qu'en face des partis de la bourgeoisie (entre lesquels il n'est d'ailleurs pas interdit de s'efforcer de créer des contradictions, de les opposer entre eux pour affaiblir la domination de la classe dirigeante), la classe ouvrière (et avec elle l'ensemble des salariés ayant fondamentalement les mêmes intérêts de classe) dispose de son propre parti politique, totalement indépendant de la bourgeoisie et de toute pression qu'elle pourrait tenter d'exercer sur lui. La reconnaissance légale, en pleine égalité de droits, du parti ouvrier, telle est la revendication essentielle qu'il nous faut défendre en matière d'existence des partis politiques.

La lutte révolutionnaire consiste précisément à faire en sorte que ce soit ce parti qui, irrévocablement, parvienne à conquérir le pouvoir d'Etat, et à en organiser l'exercice avec la participation grandissante de la masse de la population.

Il est absurde, pour la suite, de confondre les situations existant sous le capitalisme et sous le socialisme. La critique du système de parti unique, de l'absence de pluripartisme dans certains pays socialistes ou ex-socialistes, comme constituant un grave manque de «démocratie», élude encore une fois la question de savoir de quelle démocratie il s'agit pour quelle classe sociale. La classe ouvrière au pouvoir n'a pas besoin de mystifier les masses en démultipliant ses organisations politiques à l'instar de ce que fait la bourgeoisie. L'existence du pluripartisme ne peut alors se manifester que si des circonstances historiques particulières rendent nécessaire l'affirmation d'intérêts spécifiques, distincts de ceux de la classe ouvrière, de certaines classes ou fractions de classes sociales subsistant sous le socialisme; et encore à condition (en fonction d'un rapport de forces donné) que cela ne mette pas en péril l'édification du socialisme ni ne crée une menace pour le pouvoir de la classe ouvrière.

En fait, il n'a jamais existé aucune théorie sur la question du parti unique ou du pluripartisme en régime socialiste. L'existence d'un parti unique (comme en U.R.S.S, dans l'ex-Yougoslavie, au Vietnam, à Cuba etc...) n'est que le résultat de circonstances historiques particulières.(52) Dans d'autres pays se sont créées des conditions de coexistence entre plusieurs partis, mais sous la stricte hégémonie du parti communiste auquel était reconnu le rôle dirigeant (comme dans l'ex-R.D.A., ou aujourd'hui encore en Chine). Rien n'exclut que puisse apparaître, dans des Etats socialistes à venir, l'existence d'un réel pluripartisme avec des partis égaux en droits et disposant vis-à-vis les uns des autres du même statut politique.

Ceci dit, le pluripartisme ne constitue nullement pour l'avenir du socialisme un «idéal démocratique». L'idéal est que, dans le cours du dépérissement de l'Etat et donc de la démocratie elle-même en tant que forme d'organisation de l'Etat, le (ou les) parti(s) existant(s), y compris le parti révolutionnaire lui-même, dépérissent aussi et finissent par disparaître. Dans le communisme, où au «gouvernement des hommes» se sera substituée «l'administration des choses», les divergences d'opinion qui pourront se faire jour dans tel ou tel domaine, à telle ou telle occasion, pourront donner lieu à des regroupements temporaires, circonstanciels, toujours variables en fonction de la question particulière en débat. Mais l'abolition des classes sociales mettra fin pour toujours à l'existence des partis politiques.

Démocratie moderne et pouvoir du grand capital

Poursuivons l'examen des conditions les plus «modernes» d'exercice du pouvoir du grand capital au travers du fonctionnement évolutif de la «démocratie».

La multiplicité des partis de la bourgeoisie, se réclamant en paroles d'idéologies ou de «valeurs» différentes, permet de troubler le jeu politique, de laisser croire à l'existence de fausses alternatives, à la possibilité d'un «choix» entre de fausses solutions à apporter aux problèmes réels auxquels est confrontée la société, d'un choix entre des équipes apparemment opposées (elles le sont en fait de par leurs ambitions personnelles) dont la «couleur» différente ne recouvre, avec des nuances diverses, qu'une même défense des intérêts généraux de la classe dominante. Elle a pour rôle de manipuler les masses au profit d'intérêts qui ne sont pas les leurs.

Pour encore mieux mystifier les masses et renforcer leur illusion d'un véritable «choix», la bourgeoisie s'efforce autant qu'il est possible, en s'appuyant sur les traditions politiques spécifiques de chaque pays, de simplifier le jeu politique en le réduisant à un pseudo combat d'arène entre deux forces réputées aussi radicalement que possible «opposées». C'est le système de l'alternance politique que nous connaissons bien aujourd'hui, permettant de remplacer une équipe usée par le pouvoir par une autre se réclamant de «valeurs» prétendument opposées :

(52) En U.R.S.S., le premier gouvernement soviétique après la Révolution d'Octobre était pluripartite et plusieurs partis continuaient à

coexister dans le cadre de la légalité soviétique ce qui apparaissait comme tout à fait naturel. Ce n'est que, quelques mois plus tard, le basculement des autres partis soviétiques dans la contre-révolution qui a abouti de fait au système du parti unique.

l'alternance entre une majorité épuisée et discréditée, et une «opposition» toute préparée pour poursuivre sous des formes de moins en moins différentes la même politique de gestion des affaires du grand capital.

F. Engels avait déjà dénoncé la mystification de la pseudo démocratie des Etats Unis où :

«chacun des deux grands partis à qui, tour à tour, revient la domination, est lui-même dirigé par des gens qui font de la politique une affaire, spéculent sur les sièges dans les assemblées législatives... ou qui vivent de l'agitation pour leur parti et sont récompensés avec sa victoire par des places ».(53)

Mais c'est Lénine qui, dans des termes demeurant d'une grande actualité, a le premier le mieux observé à partir des faits de son époque l'utilisation tactique que la bourgeoisie pouvait faire de l'alternance politique dans la conduite de son gouvernement, et les effets qui en résultent pour le mouvement ouvrier :

«Une cause éminemment importante engendre des désaccords entre ceux qui participent au mouvement ouvrier, ce sont les changements de tactique des classes dirigeantes en général, de la bourgeoisie en particulier. Si la tactique de la bourgeoisie était toujours uniforme, ou du moins toujours du même genre, la classe ouvrière aurait vite appris à y répondre par une tactique au même degré uniforme, ou du même genre. En réalité, la bourgeoisie de tous les pays élabore, inévitablement, deux systèmes de gouvernement, deux méthodes de lutte pour la défense de ses intérêts et la sauvegarde de sa domination -méthodes qui tantôt se succèdent, tantôt se nouent en des combinaisons multiples. C'est premièrement la méthode de la violence, la méthode consistant à refuser toute concession au mouvement ouvrier, à soutenir toutes les vieilles institutions caduques, la négation intransigeante des réformes. Telle est l'essence de la politique conservatrice qui, en Occident, cesse de plus en plus d'être la politique de la classe des propriétaires fonciers pour devenir une des variétés de la politique bourgeoise générale. La deuxième méthode est celle du libéralisme, des mesures prises dans le sens du développement des droits politiques, dans le sens des réformes, des concessions etc...»

«La bourgeoisie passe d'une méthode à l'autre non par calcul malveillant de certaines personnes et non par hasard, mais par suite de la contradiction fondamentale de sa propre situation. Une société capitaliste normale ne peut se développer avec succès sans un régime représentatif stable, sans certains droits politiques conférés à la population, qui ne peut pas ne pas se montrer relativement fort exigeante sous le rapport «culturel». Cette exigence d'un certain minimum de culture est due aux conditions du mode de production capitaliste lui-même avec sa technique évoluée, sa complexité, sa souplesse, sa mobilité, la croissance rapide de la concurrence universelle etc...»

Ces changements de méthode permettent à la bourgeoisie, lorsque elle passe d'une phase «conservatrice» à une phase «libérale» , de mieux faire pénétrer dans le mouvement ouvrier l'opportunisme et le réformisme. Dans cette phase «libérale», *«une partie des ouvriers, une partie de leurs représentants se laissent parfois tromper par des concessions apparentes. Les révisionnistes proclament que la théorie de la lutte des classes est périmée, ou commencent à se livrer à une politique qui, pratiquement, est une renonciation à cette théorie. Les zigzags de la tactique bourgeoise amènent à un renforcement du révisionnisme dans le mouvement ouvrier et poussent souvent jusqu'à la scission même les divergences qui s'y manifestent ».*(54)

Très clairement, le balancement entre les deux méthodes de gouvernement (ou leur nouage «en combinaisons multiples») est bien celui qui, en résultat normal du jeu électoral, fait alterner (ou coexister) en France la «droite» et la «gauche», en Grande Bretagne les conservateurs et le Labour Party, en Allemagne la démocratie chrétienne et la social démocratie, et ainsi de suite.

Ce mode de gouvernement «démocratique» est incontestablement le meilleur qui se puisse imaginer pour la domination économique et politique du grand capital. Les capitalistes, pour gérer au mieux leurs propres affaires, n'ont pas intérêt à se trouver dans une situation de conflits aigus et permanents, ni dans un régime où l'exercice ouvert de la violence politique contre la classe opprimée risque de limiter pour eux-mêmes la jouissance de leur propre liberté.

L'Etat démocratique bourgeois, en camouflant l'oppression économique et la domination de classe sous les couleurs de la «liberté» et de l'«égalité» formelles, dans le cadre d'institutions «légalés» et admises par tous, accumule et renforce habilement les mœurs opportunistes et les préjugés légalistes d'une partie plus ou moins importante des travailleurs salariés, notamment parmi les moins défavorisés.

De cet aspect,

«la République démocratique est la meilleure enveloppe politique possible du capitalisme; aussi le capital, après s'être emparé (...) de cette enveloppe la meilleure, assoit son pouvoir si solidement, si sûrement, qu'il n'est pas de changement de personnes, ou d'institutions, ou départis dans la république démocratique bourgeoise, qui puisse ébranler ce pouvoir».(55)

«..le capital financier, dans sa tendance à l'expansion, achètera et soudoiera «librement» le gouvernement démocratique et républicain le plus libre et les fonctionnaires élus de n'importe quel pays... La domination du capital financier, comme celle du capital en général, ne saurait être éliminée par quelque transformation que se soit dans le domaine de la démocratie politique».(56)

(53) F.Engels Introduction (mars 1891) à «La Guerre civile en France» in Marx: «La Guerre civile en France» Ed Sociales p. 18

(54) Lénine - Les divergences dans le mouvement ouvrier européen -œuvres, tome 16,p.372

(55) Lénine - L'Etat et la Révolution - Ed. Sociales, p. 20

La rupture de la légalité démocratique

Il est donc clair - ceux qui prétendent le contraire ne peuvent se réclamer du marxisme et du léninisme - que la démocratie bourgeoise ne peut se transformer, par une série de réformes successives dans un cadre légal et pacifique, par un «perfectionnement» continu de la démocratie, en une démocratie prolétarienne, et encore bien moins en une démocratie «pure» qui ne correspond à aucune réalité.

Cela ne signifie pas qu'il ne puisse se produire de circonstances où le niveau atteint par la lutte de classes, dans une situation de crise politique pour la bourgeoisie, créent un rapport de force favorable à la classe ouvrière et commencent à mettre en danger (ou du moins la bourgeoisie peut-elle le ressentir comme tel) la domination exercée par le grand capital au travers même de l'exercice de sa propre légalité démocratique.

Toute l'histoire contemporaine montre que dans de tels cas, la classe dirigeante n'hésite pas à violer sa propre légalité démocratique et à instaurer, ou tenter de le faire, des régimes de terreur visant à anéantir les forces vives du mouvement ouvrier

Comme l'exprimait déjà le communiste J.P. Becker dans une lettre à Sorge du 19 février 1871 :

«La bourgeoisie se fera cosaque plutôt que de laisser, par plus de libertés démocratiques, le prolétariat prendre le haut du pavé».(57)

De nombreuses fois dans l'histoire contemporaine, la bourgeoisie s'est faite «cosaque» dès lors qu'elle a craint de perdre le pouvoir. La montée et la victoire du fascisme dans plusieurs pays (notamment en Italie et en Allemagne) après la première guerre mondiale, la contre-révolution franquiste dans l'Espagne du Front Populaire, le coup d'Etat de Pinochet au Chili, parmi les nombreux exemples de cette nature que l'on pourrait encore citer, sont intervenus dans des circonstances où la poursuite du régime démocratique paraissait ne plus pouvoir endiguer la montée des forces révolutionnaires. Ce qui, en pratique, dément complètement l'appréciation citée plus haut de Bernstein selon laquelle «nul retour en arrière n'est à craindre dans les pays où la démocratie s'est solidement enracinée».

Cela confirme l'avertissement clair de Lénine que la légalité bourgeoise est destinée à voler en éclats dès lors qu'est mis en question le problème essentiel et fondamental de la propriété bourgeoise. Il a raillé à ce propos le point de vue de ceux qui, considérant cette légalité comme une chose irréversible, estiment par conséquent que le socialisme doit s'inscrire dans ce cadre. Il en a déduit ce que pourrait être la stratégie à adopter par le parti révolutionnaire dans de telles circonstances :

«L'époque de l'utilisation de la légalité d'origine bourgeoise va être remplacée par celle des formidables batailles révolutionnaires, par des batailles qui au fond causeront la destruction de toute la légalité bourgeoise, de tout le régime bourgeois, mais qui pour ce qui est de la forme, doivent commencer (et commencent effectivement) par les vains efforts d'une bourgeoisie désemparée pour se débarrasser d'une légalité qu'elle a elle-même créée et qui lui est devenue insupportable. «Tirez les premiers, messieurs les bourgeois!». C'est en ces termes que Engels a exprimé en 1892 le caractère spécifique de la situation et des problèmes tactiques du prolétariat révolutionnaire...). Un parti qui a su merveilleusement utiliser, contre la bourgeoisie, la légalité semi-séculaire de cette même bourgeoisie, n'a aucune raison de renoncer aux facilités, aux avantages stratégiques qu'il peut tirer du fait que son adversaire s'est empêtré dans sa propre légalité, qu'il est contraint de «tirer le premier», de briser sa propre légalité».(58)

La limite absolue de l'exercice démocratique du pouvoir de la grande bourgeoisie est donc atteinte dès lors que celui-ci ne permet plus de maintenir l'«ordre établi», c'est à dire la domination de la classe dirigeante. La «légalité démocratique» d'une façon ou d'une autre, se mue alors en son contraire et débouche sur les aspects les plus violents de la lutte des classes:

«Le parti dominant de la démocratie bourgeoise n'accorde la défense de la minorité qu'à un autre parti bourgeois, tandis que le prolétariat, dans toute question sérieuse, profonde, fondamentale, reçoit en guise de «protection de la minorité», la loi martiale ou les massacres. Plus la démocratie est développée et plus elle est près, en cas de divergence politique profonde et dangereuse pour la bourgeoisie, du massacre ou de la guerre civile».(59)

«Dans la société capitaliste, dès que s'aggrave la lutte des classes qui est à sa base, il n'y a pas de milieu entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tous les rêves d'une solution intermédiaire ne sont que lamentations réactionnaires de petits bourgeois».(60)

De la démocratie bourgeoise à la révolution socialiste

Conquête et approfondissement de la démocratie jusqu'au point de rupture de la légalité démocratique bourgeoise, en vue duquel doit être préparé le terrain pour une contre-offensive révolutionnaire victorieuse de la classe ouvrière et des masses populaires: telle est la perspective en fonction de laquelle le parti révolutionnaire doit établir sa stratégie. Ce qui amène à préciser encore quelques aspects de la politique à mener dans le cadre de la démocratie bourgeoise, sur ce qu'il convient d'appeler la conquête de la majorité et sur la façon de concevoir l'utilisation des élections.

(57) Correspondance Engels; Marx et divers -Ed. Costes; tome I ; p.30

(58) Lénine -Deux mondes - œuvres, tome 16, p.323-324,328-329

La révolution socialiste ne peut pas être conduite à bonne fin si elle n'est pas assurée du soutien de la majorité des travailleurs, mais cette majorité ne signifie pas qu'elle puisse être acquise préalablement par un vote dans le cadre de la démocratie bourgeoise.

Nous avons vu que, dans ce cadre et sous la pression constante de l'idéologie dominante, si ce vote peut donner une indication sur l'évolution de l'état d'esprit des masses, il ne peut permettre au parti révolutionnaire de conquérir sous cette forme et par ce moyen la «majorité» des voix et des sièges dans une élection de type parlementaire bourgeois.

Il le peut d'autant moins que le thermomètre des élections est largement faussé par l'exclusion du vote d'une partie non négligeable des masses les plus exploitées que constituent les travailleurs immigrés, par le poids considérable du nombre des électeurs âgés dont l'inactivité économique et la composition sociale en déphasage avec celle des «actifs» les rendent encore plus sensibles à l'idéologie dominante, et par l'importance croissante des abstentions en période de crise économique et sociale, qui touchent essentiellement les classes populaires et ne peuvent être comptabilisées dans le résultat du vote.

C'est non dans une élection de ce type, mais dans la lutte de classes, dans des actions de masse extra-parlementaires, que le parti révolutionnaire peut acquérir la sympathie et le soutien de la majorité des travailleurs. Il s'agit d'une majorité de lutte et non pas d'une majorité électorale.

Lénine l'a rappelé un certain nombre de fois, en raillant les opportunistes qui croient que «*le prolétariat doit d'abord conquérir la majorité en participant aux élections organisées sous le joug de la bourgeoisie (...) et après seulement conquérir le pouvoir*».(61)

Quelques autres citations permettent de bien faire comprendre la pensée de Lénine sur ce point :

«*La révolution prolétarienne est impossible sans la sympathie et le soutien de l'immense majorité des travailleurs pour leur avant-garde. Mais cette sympathie, ce soutien, ne se gagnent pas d'emblée, ne se décident pas par des votes. On les conquiert au prix d'une lutte de classe difficile, dure, de longue haleine. La lutte de classe que mène le prolétariat pour gagner la sympathie, pour gagner le soutien de la majorité des travailleurs ne cesse pas quand le prolétariat a conquis le pouvoir politique. Après la conquête du pouvoir, cette lutte se poursuit, mais sous d'autres, formes*».(62)

«*Seuls les opportunistes sont capables de se faire des illusions et de s'imaginer que les masses laborieuses sont en mesure, sous le capitalisme, d'acquérir une conscience, une fermeté de caractère, une perspicacité assez grande, un horizon politique assez vaste pour pouvoir décider à l'avance, par un simple vote, ou de toute autre manière, sans la longue expérience de la lutte, qu'elles suivront telle classe ou tel parti(...) Le capitalisme ne serait pas ce qu'il est si, d'une part, il ne vouait pas les masses à un état d'abrutissement, d'accablement, de crainte, de dispersion, d'ignorance; si d'autre part, il ne remettait pas entre les mains de la bourgeoisie un gigantesque appareil de mensonge et de duperie, de mystification massive, d'abrutissement etc... des ouvriers et des paysans. (...) On ne peut pas, en régime capitaliste, convaincre la majorité des travailleurs et les gagner définitivement par des votes. C'est la lutte des classes et non pas des votes, qui peuvent apporter la solution des grands problèmes historiques ».* (63)

«*Exiger de l'avant-garde révolutionnaire la conquête préalable de la majorité du peuple au moyen d'élections aux parlements bourgeois, aux Constituantes bourgeoises, etc..., c'est à dire au moyen du vote sous le régime de l'esclavage salarié, en présence des exploités et sous leur domination, sous le régime de la propriété privée des moyens de production, exiger ou supposer cette conquête, c'est en réalité abandonner complètement le point de vue de la dictature du prolétariat pour adopter en fait celui de la démocratie bourgeoise*».(64)

«*Les phrases sur la majorité et la minorité, la démocratie et la liberté, ne décident rien, quelque usage qu'en fassent les héros de la période révolue de l'histoire. Ici, ce qui décide, c'est la conscience et la fermeté de la classe ouvrière*».(65)

Cette conception révolutionnaire de la «conquête de la majorité» exclut tout préjugé électoraliste, puisque ce n'est pas par des élections que cette majorité pourra être conquise. Lénine a clairement indiqué l'utilité réelle des élections pour le parti révolutionnaire pour lequel :

«*Les élections ne sont pas une opération politique à part consistant à obtenir des sièges au prix de n'importe quelle promesse ou déclaration. Elles ne sont qu'une occasion particulière de faire de l'agitation en faveur des revendications essentielles et des principes fondamentaux de la politique du prolétariat conscient(...) Le parti social démocrate veut se servir des élections pour faire une fois de plus pénétrer dans les masses l'idée que la révolution est nécessaire*». (66)

A l'inverse, édulcorer son programme ou se livrer à n'importe quelle concession ou compromission pour obtenir à tout prix des voix et des sièges ne peut être que la marque d'un «crétinisme électoral», d'un comportement totalement opportuniste enfermant toute la stratégie politique dans le cadre mystifiant de la démocratie bourgeoise et tournant le dos aux luttes révolutionnaires.

En définitive, au travers et à partir des étapes «démocratiques», l'objectif fondamental demeure bien la conquête révolutionnaire du pouvoir d'Etat, à laquelle doit être subordonnée, le moment venu, toute l'action pour les revendications démocratiques:

(61) Lénine - œuvres, tome 30, p. 53

(62) Lénine - œuvres, tome 30, p. 162

(63) Lénine - Les élections à l'Assemblée constituante - œuvres, tome 30, p. 273-274,276

(64) Lénine - Projet de réponse du P.C. de Russie - tome 30, p. 350

(65) Lénine - Rapport au C.C. du P.C.R. - œuvres complètes, tome XXV, p. 127

(66) Lénine - La plate-forme des réformistes et la plate-forme des révolutionnaires-œuvres, tome 18, p. 387 et 394. Ne pas oublier qu'à cette époque, le «parti social-démocrate» désigne le parti ouvrier révolutionnaire.

«Dans la pratique, le prolétariat ne peut conserver son indépendance qu'en subordonnant sa lutte pour toutes les revendications démocratiques à sa lutte révolutionnaire pour le renversement de la bourgeoisie».(67)

Notamment, une fois la révolution engagée dans des conditions permettant au prolétariat de prendre le pouvoir et d'exproprier la bourgeoisie, il faut passer outre aux tentatives des réformistes de morceler et de freiner la révolution en lui opposant des buts limités, «démocratiques».(68)

Il faut combattre les préjugés légalistes qui font obstacle à l'action révolutionnaire:

«C'est un piètre révolutionnaire celui qui, à l'heure où la lutte s'aiguise, s'arrête devant l'intangibilité de la loi. A une époque de transition, les lois ont une valeur provisoire. Et si une loi fait obstacle au développement de la révolution, on l'abolit ou on la rectifie».
(69)

QUATRIEME PARTIE

LA DEMOCRATIE ET LA PREMIERE PHASE DU SOCIALISME REEL

Les conditions de la démocratie

Nous avons vu que la dictature du prolétariat, phase nécessaire de transition a toujours été considérée par Marx, Engels et Lénine comme étant en même temps la démocratie la plus intégrale pour les masses laborieuses. Elle seule peut notamment permettre de dégager progressivement la démocratie de sa forme représentative pour l'orienter vers une démocratie plus directe. Sous le règne de la bourgeoisie, en effet, la «démocratie» repose sur l'acceptation par les citoyens d'un système de délégation de pouvoir, qui exclut en fait toute possibilité d'un contrôle réel et direct sur la vie politique. Comme l'avait déjà exprimé J.J. Rousseau, *«la souveraineté ne peut se déléguer sans s'aliéner»*.

Seule la dictature du prolétariat peut répondre à la vocation des travailleurs, devenus cette fois de véritables citoyens, à prendre en charge leur destin tant individuel que collectif, à participer effectivement à l'élaboration des règles de vie en société dans tous les domaines, à l'exercice du pouvoir politique et à l'organisation du système économique et social à tous les niveaux.

La démocratie prolétarienne, acquise par le renversement révolutionnaire de la domination de classe du capitalisme, peut seule répondre aux qualificatifs de «démocratie populaire» (démocratie réelle pour la grande majorité du peuple) ou de «démocratie sociale» qui suppose la mise en cause du statut de la propriété privée, la gestion démocratique des entreprises et de l'ensemble du système économique par les travailleurs.

Le dépérissement de l'Etat qui, théoriquement, peut s'amorcer dès la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, consiste à établir des conditions permettant la participation réelle et la plus directe possible des travailleurs à la vie politique, la capacité de tous à remplir les fonctions publiques. L'extinction de l'Etat est liée à l'habitude progressivement acquise de la majorité puis de la totalité de la population à gérer et à administrer elle-même les affaires publiques.

Mais l'exercice effectif d'une telle démocratie ne surgit pas d'emblée, comme si elle résultait d'une aspiration naturelle des masses populaires, simplement refoulée et comprimée, mais prête à brusquement s'épanouir dans sa plénitude dès lors que la victoire du parti révolutionnaire donne en principe le pouvoir à tous les travailleurs. Il n'existe en vérité aucune spontanéité en la matière. Chaque militant sait bien la difficulté de faire participer la masse des travailleurs aux affaires (politiques, syndicales, associatives ou autres) qui les concernent le plus directement.

La possibilité d'une véritable démocratie de masse suppose que soient d'abord remplies au moins deux conditions socio-économiques de première importance.

La première est un niveau de productivité du travail permettant à la fois l'allégement des conditions de travail et une réduction très importante de la durée du travail. Un travailleur harassé par sa journée de travail, encore fréquemment allongée aujourd'hui par la durée des transports du lieu de son travail à son domicile, est peu porté à consacrer encore du temps supplémentaire aux affaires de la société. Il n'aspire qu'au repos, à la détente, à la distraction, à la conduite de sa propre vie personnelle pour laquelle il ne lui reste que si peu de temps. Même encore dans une société dite développée, l'existence d'une vie enfermée dans le cycle «boulot-métro-dodo» est peu propice à l'exercice d'une véritable démocratie.

Cette question essentielle de la productivité du travail a été mise en évidence par F. Engels:

«Jusqu'aujourd'hui, toutes les contradictions historiques entre classes exploiteuses et exploitées, dominantes et opprimées, trouvent leur explication dans cette même productivité relativement peu développée du travail humain. Tant que la population qui travaille effectivement est tellement accaparée par son travail nécessaire qu'il ne lui reste plus de temps pour pourvoir aux affaires communes de la société -direction du travail, affaires de l'Etat, questions juridiques, arts, sciences etc...- il a toujours fallu une classe particulière qui, libérée du travail effectif puisse pourvoir à ces affaires... Seul l'énorme accroissement des forces productives atteint par la grande industrie permet de répartir le travail sur tous les membres de la société sans exception, et par

(67) Lénine - œuvres, tome 22, p. 162

(68) Idem-p. 166

(69)Lénine - œuvres, tome 27, p. 55 1

là, de limiter le temps de travail de chacun de façon qu'il reste à tous suffisamment de temps pour prendre part aux affaires générales de la société - théoriques autant que pratique ».(70)

La deuxième condition est que le niveau de production, tout particulièrement de moyens de subsistance les plus directement nécessaires à la vie de chaque individu, permette globalement la satisfaction des besoins de tous et de chacun. Une répartition de richesses insuffisantes, dans une situation de pénurie d'un certain nombre de produits de consommation essentiels, absorbe encore un temps précieux à la recherche du nécessaire ou à la petite production personnelle complémentaire. Elle recrée d'autre part spontanément la tendance à l'accaparement inégalitaire du nécessaire par ceux qui sont en situation économique ou sociale de le faire, avec les méthodes de corruption, les pressions et les entorses qui finissent nécessairement par en résulter au plan du fonctionnement des institutions politiques. Tout cela est encore peu propice à un exercice sain et normal de la démocratie par les masses.

Aujourd'hui, dans les pays économiquement les plus développés, ceux où précisément les bases pour l'édification du socialisme sont les plus mûres, les niveaux atteints par la productivité du travail et par les capacités de production dans tous les domaines créent objectivement les conditions nécessaires à l'exercice d'une véritable démocratie populaire, prolétarienne. Encore faudra-t'il, pour qu'elle puisse s'exercer pratiquement et non pas seulement en théorie, réorganiser tout d'abord profondément le système économique, assurer une véritable division du travail égalitaire entre tous les membres de la société permettant d'en finir avec le chômage, la sous-consommation d'une partie de la population, les inégalités sociales de tous ordres et les difficultés de l'existence.

Il faudra vaincre à plus long terme la passivité et le désintérêt d'une grande partie des travailleurs, la primauté de l'intérêt personnel sur l'intérêt social, lourdement hérités des conditions d'existence dans la société actuelle. Il faudra entreprendre une action systématique d'éducation politique, économique et sociale de masse, leur permettant de se dégager progressivement des vieilles idées et des préjugés de toute nature enracinés par des siècles d'exploitation, d'apprendre à réfléchir et à débattre sur des bases sérieuses, selon des critères réellement objectifs et scientifiques. Cette profonde réorganisation des habitudes de la vie sociale est aussi une des tâches assignées par Lénine à la dictature du prolétariat pendant toute la période historique de transition socialiste du capitalisme au communisme.

Loin de se décréter, la conquête d'une authentique démocratie de masse, permettant à une part croissante de la population de participer effectivement à la conduite des affaires de la société, ne peut être qu'un processus qui suppose préalablement la conquête du pouvoir d'Etat par la classe ouvrière et ses alliés, l'instauration de la dictature du prolétariat.

La démocratie dans les premiers pays socialistes

Les critiques les plus virulentes proférées par les opportunistes à l'encontre de l'U.R.S.S. et des autres anciens Etats socialistes de l'Europe de l'Est portent sur «l'insuffisance de la démocratie» qui les aurait caractérisés. Celle-ci aurait même une responsabilité majeure dans l'échec des premières expériences socialistes et la chute de ces Etats.(71)

En fait, cette «explication» fallacieuse n'explique rien. C'est sous un angle tout à fait différent qu'il faut aborder la question des rapports entre la démocratie et les premiers Etats socialistes.

Il est vrai que l'on ne peut nier que la question de l'exercice effectif d'une démocratie de masse dans les premiers Etats socialistes peut paraître poser problème. La dictature du prolétariat y a-t-elle pu jouer correctement son double rôle d'associer à la violence contre la bourgeoisie imposée par les circonstances de la lutte de classes, le «développement intégral de la démocratie» pour l'immense majorité du peuple comme l'avait annoncé Lénine? Les évolutions constatées et leur tragique aboutissement ne semblent-elles pas confirmer par la négative - ce dont les détracteurs du «socialisme réel» ne manquent pas de se servir d'argument -l'appréciation déjà citée de Lénine selon laquelle

«le socialisme victorieux ne pourra pas maintenir sa victoire et conduire l'humanité vers le dépérissement de l'Etat sans réaliser complètement la démocratie»

Mais la façon platement superficielle dont les opportunistes prétendent en tirer des conclusions pour justifier ici-même leur propre politique opportuniste, en opposant comme les révisionnistes de toutes les époques «dictature» à «démocratie» ne permet en rien d'analyser sur le fond les problèmes réels auxquels se sont heurtés les premières sociétés socialistes.

Les institutions de ces Etats ont été, dès la victoire de la révolution, conçues pour précisément assurer l'exercice d'une véritable démocratie socialiste. En U.R.S.S., le système des soviets (conseils), à la différence du parlementarisme bourgeois devait permettre

« une action plus directe des masses laborieuses dans l'édification et l'administration de l'Etat, c'est à dire une forme plus élevée de démocratie. »(72)

(70) F.Engels - Anti Diihring - Ed. Sociales p.214

(71) Ce n'est pas ici l'objet d'analyser les causes de la défaite du socialisme en U.R.S.S.et en Europe de l'Est, qui a des bases objectives tout

autres que celle de l'«insuffisance de démocratie». Cette analyse fera l'objet d'un autre ouvrage qui lui sera spécialement consacré.
(72) Lénine – Projet de programme du PC(b)R –œuvres, tome 29, p.104.

Dans les institutions soviétiques de la première heure, le pouvoir appartenait de la base au sommet aux soviets élus par les travailleurs des villes et des campagnes. La souveraineté du pouvoir au niveau le plus élevé de la république socialiste soviétique appartenait au congrès national des soviets.

La constitution de 1936, qui institutionnalisait en tant qu'organe supérieur du pouvoir d'Etat le Soviet Suprême élu par tous les citoyens dans le cadre des circonscriptions électorales (73) précisait comme loi fondamentale que «tout le pouvoir en U.R.S.S. appartient aux travailleurs de la ville et de la campagne représentés par les soviets des députés de travailleurs».

La constitution de 1977, tout en substituant au «pouvoir des travailleurs» la notion plus vague de «pouvoir du peuple entier» exercé par l'intermédiaire des «soviets des députés du peuple», introduit le rôle nouveau des «collectifs de travailleurs» qui «participent à la discussion et au règlement de l'Etat et des affaires sociales, à la planification de la production et du développement social, à la formation et à la répartition des cadres, à la discussion et au règlement des questions de gestion des entreprises et des administrations, d'amélioration des conditions de travail et de vie, d'utilisation des fonds destinés au développement de la production ainsi qu'aux mesures sociales et culturelles et à l'encouragement matériel.»

Toutes ces Constitutions (74) sont, dans leurs termes comme dans leur esprit, les plus démocratiques qui aient jamais été élaborées dans le monde. L'affirmation de la vocation et de la volonté démocratique du socialisme ne peut être mise en cause. Comment expliquer alors que dans les faits, des écarts croissants aient pu apparaître entre l'application d'une réelle démocratie socialiste inscrite dans toute la législation, et la pratique réelle d'une nouvelle forme de délégation de pouvoir ayant abouti à la dépolitisation croissante des masses populaires? Ce qui, ajouté à un certain nombre de contraintes et de difficultés matérielles de la vie, s'est finalement traduit par leur désaffection à l'égard du régime en place, et a favorisé l'offensive et la victoire de la contre-révolution.

Cela ne peut s'expliquer qu'en fonction des circonstances historiques particulières de l'existence des premiers Etats socialistes, sur la base initiale d'une arriération et d'un sous-développement économique et social (par rapport au niveau atteint par les grandes puissances capitalistes), dans un rapport de forces mondial très nettement défavorable. La situation catastrophique dans laquelle s'est instauré le nouveau régime (guerre étrangère et guerre civile, famine, complète désorganisation économique), la contrainte d'une «accumulation primitive» socialiste et des tentatives de «rattrapage» accéléré des économies capitalistes plus développées, les difficultés supplémentaires et les nouveaux retards engendrés par les destructions inouïes de la Deuxième Guerre Mondiale et les nouveaux efforts de la période de reconstruction, tout cela a pesé lourdement sur les conditions d'exercice du pouvoir politique.

L'avant - garde prolétarienne a été pour une part importante décimée par deux fois dans les luttes des premières années de la révolution et dans les combats de la Deuxième Guerre Mondiale, et pour une autre part s'est trouvée tout naturellement intégrée dans les rouages d'un appareil d'Etat ayant constamment à faire face au plus pressé - c'est à dire à ne prendre dans la plupart des cas que des initiatives émanant du sommet ou pour le moins des couches dirigeantes de la technocratie.

Dans le même temps, une nouvelle classe ouvrière grandissait rapidement, issue de la paysannerie ou de la petite bourgeoisie, sans expérience ni tradition de la condition ouvrière ni de la démocratie prolétarienne. Les deux conditions essentielles que nous avons mentionnées pour l'épanouissement d'une démocratie authentique de masse, dans les domaines de la productivité du travail (restée constamment à un niveau très inférieur à celui des pays capitalistes développés) et de la production (qui n'est jamais parvenue à surmonter définitivement une pénurie de produits essentiels de consommation) ne se sont pas trouvés réalisés.

Dans un système où, grâce aux nouvelles formes socialistes d'organisation économique, toute possibilité de domination d'une classe exploiteuse était exclue, mais où néanmoins, selon la formule de Friedrich Engels: «la population qui travaille effectivement est tellement accaparée par son travail nécessaire qu'il ne lui reste plus de temps pour pourvoir aux affaires communes de la société», il s'est constitué une nouvelle forme spécifique de délégation de pouvoir et de différenciation sociale entre les tâches de production et les tâches de gestion des affaires communes de la société.

Ce ne sont nullement les formes socialistes d'organisation de l'économie (collectivisation et planification) qui sont en cause. Bien au contraire, celles-ci n'ont pas pu donner leur plein effet sur le plan des relations sociales et de la démocratie politique parce que l'environnement et la prédominance mondiale du système capitaliste ont créé des conditions qui les en ont empêchées. Ce n'est pas davantage une soi-disant opposition entre la «dictature» du prolétariat et l'exercice de la «démocratie».

(73) Ce système diffère dans son principe de celui du congrès des soviets. Il n'est pas le lieu de discuter ici des avantages et des inconvénients respectifs de chacun des deux systèmes, qui correspondent de toute façon à des périodes différentes de l'histoire de l'U.R.S.S. La constitution de 1936, souvent appelée la «constitution stalinienne» a été en fait rédigée pour l'essentiel par Boukharine peu de temps avant sa mise en accusation.

(74) On peut en dire autant des Constitutions de tous les autres pays socialistes ou ex-socialistes. Il n'est évidemment pas possible de toutes les citer dans le cadre restreint de cet exposé.

Bien au contraire, l'aliénation sous des formes nouvelles de la démocratie a correspondu à l'aliénation de la dictature du prolétariat, déléguée elle aussi aux nouvelles couches dirigeantes de la «bureaucratie» qui se sont élevées - et avec elles une nouvelle fois l'appareil d'Etat - au dessus de la société.(75) Il est d'ailleurs symptomatique que la substitution à partir d'une certaine époque(76) du «pouvoir du peuple entier» -une expression totalement antimarxiste - à la dictature du prolétariat, loin d'être une avancée vers «plus de démocratie» n'a fait que correspondre à une pratique dans laquelle un pouvoir «bureaucratique» détaché du peuple a achevé de se substituer à l'exercice d'une authentique démocratie soviétique 'et par là même d'une authentique dictature du prolétariat).

Ce n'est pas non plus le système du parti unique et l'absence du pluripartisme, dont on a vu plus haut ce qu'il fallait en penser. Comme pour l'appareil d'Etat et pour les mêmes raisons, le parti unique, au lieu de s'élargir peu à peu de parti d'avant-garde du prolétariat en parti de toute la classe ouvrière et de l'ensemble des travailleurs pour se confondre finalement avec toute la société, s'est borné à ne plus être qu'un appareil de direction bureaucratique, livré aux pires carriéristes et aux méthodes de commandement issues du sommet, confondu avec l'appareil d'Etat et lui aussi de plus en plus détaché des masses.

De toutes les façons, contrairement aux faux arguments des révisionnistes modernes, ce n'est pas l'application des principes du socialisme scientifique qui est la cause du déficit démocratique qui est apparu dans les premiers Etats socialistes, mais au contraire le fait que les conditions historiques particulières dans lesquelles s'est déroulée cette première phase (limitée et inachevée) du socialisme n'aient pas pu permettre leur application conséquente et leur plein développement.

CINQUIEME PARTIE

CONCLUSIONS GENERALES

Au terme de ce rappel des conceptions de Marx, Engels et Lénine sur la démocratie, fondées sur une analyse objective des faits de l'histoire, et entièrement confirmée par tous les événements contemporains, il est possible de rassembler les idées essentielles qui doivent guider l'action du mouvement ouvrier révolutionnaire d'aujourd'hui à l'égard de la DEMOCRATIE.

1) La démocratie, forme d'organisation de l'Etat, doit toujours être considérée en termes de classe.

La démocratie bourgeoise d'aujourd'hui constitue, tant qu'il lui en demeure les moyens, la «meilleure enveloppe possible du capitalisme».

Le caractère formel de la «démocratie politique» octroyée aux masses dans un rapport de forces social donné se mesure à la limite absolue qu'elle ne peut pas dépasser: celle au delà de laquelle elle se prolongerait en «démocratie économique». La propriété privée de l'entreprise capitaliste, loi intangible du système fondé sur la «liberté d'entreprise» (ce à quoi se résume toute la notion de «liberté» du monde bourgeois), exclut tout droit de participation réelle des travailleurs à sa gestion. Or l'activité économique est le fondement même de la société, le contrôle et la maîtrise de cette activité sont la condition même de l'exercice d'un pouvoir réellement démocratique par les masses.

2) Tout confirme l'impossibilité pour les travailleurs de changer l'ordre des choses existant seulement au travers de l'utilisation des institutions de la République démocratique bourgeoise, seulement grâce à l'exercice du suffrage universel.

La marche de l'histoire depuis plus d'un siècle a prouvé qu'il n'était pas si facile de transformer le droit de vote «d'instrument de duperie(...) en un instrument d'émancipation». La bourgeoisie, forte de sa propre expérience acquise dans la lutte de classe, a réussi jusqu'ici à faire en sorte que la «duperie» continue à être l'aspect prédominant de l'exercice du droit de vote.

Les formes d'exercice du pouvoir «démocratique» de la bourgeoisie, face aux insuffisances, aux faiblesses, aux divisions, aux erreurs politiques ou aux défaites temporaires du mouvement ouvrier, sont devenues encore plus mystificatrices qu'elles ne l'étaient à la fin du siècle dernier ou au début de ce siècle. La bourgeoisie a accru ses moyens d'intégrer une partie importante des masses populaires à son propre système, à faire régner la «pensée unique» de son idéologie de classe dominante.

La puissance économique du grand capital s'est encore accrue et constitue un atout formidable pour son contrôle de l'exercice de la «démocratie». Il est certain, par exemple, que le parti ouvrier ne dispose plus aujourd'hui d'une capacité de riposte équivalente à celle de ses adversaires, comme à l'époque où la diffusion de la presse ouvrière et la pratique des meetings de masse paraissait pouvoir faire front à la seule propagande écrite de la presse bourgeoise. Le parti révolutionnaire ne peut, pour le moment, de par ses propres ressources, disposer à armes égales de moyens équivalents à ceux des mass média modernes (radio et télévision).

(75) Encore une fois, tout cela mériterait d'être beaucoup plus développé dans une publication consacrée spécialement à l'analyse de la première phase du socialisme réel.

(76) C'est au 22^e Congrès du P.C.U.S. en 1961 que Khrouchtchev a fait adopter dans les statuts du P.C.U.S. le remplacement de la dictature du prolétariat par «l'Etat du peuple entier». Cette modification a été institutionnalisée dans la constitution de l'U.R.S.S. de 1977, à l'époque de Brejnev.

C'est moins que jamais par la seule «libre» confrontation des idées dans un cadre «démocratique», par la «conquête de la majorité» au travers du suffrage universel, par le seul jeu de «l'exercice de la démocratie», qu'il pourrait être possible de transformer progressivement, pas à pas, au moyen de réformes successives, l'ordre des choses existant. Les illusions réformistes et révisionnistes propagées par Bernstein et par Kautsky il y a déjà fort longtemps, et qui sont très peu «modernes», sont encore moins excusables dans les conditions d'aujourd'hui.

3) Les travailleurs n'en doivent pas moins se servir du suffrage universel pour mesurer et accroître leurs forces. Le parti révolutionnaire se doit d'utiliser à plein toutes les possibilités que lui offrent les institutions «démocratiques» bourgeoises, de mener les campagnes électorales pour entrer en contact avec les masses populaires, de se servir de la tribune du parlement (et de toutes autres institutions représentatives à tous les niveaux) pour s'adresser aux masses «avec une toute autre autorité et une toute autre liberté que dans la presse et les réunions» (Karl Marx, Critique du programme de Gotha).

Le parti révolutionnaire a pour intérêt et pour devoir de se battre en permanence pour élargir et approfondir sans cesse les droits démocratiques dont peuvent jouir jusqu'à une certaine limite les travailleurs dans le cadre même du régime capitaliste, en essayant de pousser cette limite aussi loin que possible.

A l'époque où l'existence d'un camp socialiste puissant, en voie d'élargissement et de renforcement constants, semblait créer à l'échelle mondiale un rapport de forces de plus en plus favorable à la lutte pour le socialisme⁽⁷⁷⁾ l'idée a été émise de la possibilité de pousser jusqu'à une étape de «démocratie avancée» dans certains pays capitalistes développés, isolant politiquement les forces du grand capital et commençant à en limiter la puissance économique. Mais même dans cette hypothèse, qui ne s'est trouvée nulle part vérifiée et qui est rendue caduque dans le rapport de force créé par la disparition du camp socialiste et l'instauration du «nouvel ordre mondial» impérialiste, la résistance inévitable de la bourgeoisie n'aurait pu éviter à un certain moment la rupture de la «légalité démocratique» et la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir d'Etat.

4) Aller de l'avant dans la conquête de droits démocratiques suppose a fortiori qu'il faille défendre ceux déjà acquis lorsqu'ils sont menacés.

Dans les conditions, connues depuis la première guerre mondiale, où la bourgeoisie viole sa propre légalité démocratique pour tenter de lui substituer une dictature militaire ou fasciste, le parti révolutionnaire se doit de regrouper toutes les forces politiques et sociales pour la défense la plus farouche de la démocratie. Il ne peut nullement être indifférent, de cet aspect, à la forme du pouvoir capitaliste.

Mais ce que montre aussi l'expérience historique, c'est que la seule défense de la démocratie bourgeoise est vouée plus ou moins rapidement à l'échec si elle n'a pas la capacité (préparée par un long travail préalable) de se muer en une offensive révolutionnaire contre la domination politique du grand capital. L'opposition momentanée, conjoncturelle, entre «démocratie» et «fascisme», ne peut que se résoudre par la victoire finale, sous une forme ou sous une autre, de l'une des deux classes antagonistes, car : *«dès que s'aggrave la lutte des classes, (...) il n'y a pas de milieu entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat».*

5) En définitive, l'achèvement de la conquête de la démocratie, dans le plein sens du terme, ne peut se concevoir qu'avec l'avènement de la dictature du prolétariat.

La lutte nécessaire pour la défense et l'approfondissement de la démocratie ne peut se substituer à l'action du prolétariat pour la conquête révolutionnaire du pouvoir d'Etat. Il s'agit d'utiliser dans ce but les institutions «démocratiques» de la bourgeoisie, en associant constamment les revendications démocratiques, la volonté proclamée de les pousser jusqu'au bout, à la lutte révolutionnaire contre le capitalisme. Il s'agit d'user de toutes les libertés démocratiques conquises de haute lutte pour organiser la classe ouvrière, pour éduquer les masses et les préparer au renversement du système capitaliste, comme condition indispensable à la réalisation complète et intégrale de toutes les réformes démocratiques.

En d'autres termes, ce ne sont pas les réformes démocratiques qui, en s'approfondissant toujours davantage et irréversiblement dans le cadre légal de la démocratie bourgeoise, permettront de parvenir au socialisme, mais au contraire le renversement préalable du capitalisme (par le renversement du pouvoir de classe de la bourgeoisie, par une rupture révolutionnaire de la légalité bourgeoise) qui permettra d'aller jusqu'au bout de la démocratie.

6) Il reste au parti révolutionnaire à résoudre la contradiction qui résulte de l'exercice de la démocratie bourgeoise : celle-ci, la «meilleure enveloppe» du capitalisme, va t-elle réussir encore longtemps à duper et à mystifier les masses, à les intégrer à son propre système de domination de classe? Ou au contraire, en laissant la possibilité au parti ouvrier d'organiser et d'éduquer les masses, de mettre en pleine lumière les véritables enjeux de la lutte de classe, va t-elle permettre de conduire celle-ci jusqu'à la «lutte finale» pour la conquête révolutionnaire du pouvoir d'Etat ?

Ce que nous avons dit de la puissance aliénante et intégration de l'idéologie dominante, entretenue par les puissants moyens d'expression, de communication et de propagande dont dispose la grande bourgeoisie au pouvoir, ne doit conduire en aucun cas à une position défaitiste. Et ceci pour une raison bien simple, qui est l'état de crise structurelle profonde dans lequel s'enfoncent le système capitaliste mondial en proie à des contradictions de plus en plus aiguës.

Marx, Engels et Lénine ont toujours lié la perspective de la révolution à l'éclatement inévitable des crises à un niveau croissant, au sein du mode de production capitaliste.

Aussi puissants que soient les moyens d'action dont dispose présentement la classe au pouvoir, ils ne pourront empêcher que la crise globale de la société capitaliste (crise économique, sociale et politique) ne débouche aussi sur la crise de l'idéologie dominante, sur la perception croissante par les masses de l'écart croissant entre le discours officiel, les idées reçues ou imposées d'en haut, et la réalité de faits durement ressentis dans la vie quotidienne.

(77) Ce qui d'ailleurs a été surestimé, le déroulement tragique des événements survenus dans les ex-pays socialistes l'a prouvé par la suite.

Mais cela suppose aussi l'entraînement des masses dans l'action, dans la lutte. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut combattre le plus efficacement l'idéologie dominante, arracher les masses à leur acceptation de l'ordre des choses existant, à leur soumission au régime en place. Ceux qui au contraire se bornent à limiter strictement leur action au sein de ce système, en s'y intégrant eux-mêmes, en croyant même de bonne foi pouvoir ainsi le transformer de l'intérieur, en renonçant de fait (et par la suite en théorie) à toute perspective révolutionnaire, ne peuvent que contribuer à renforcer l'emprise de l'idéologie dominante, à maintenir les masses dans leur état de sujétion. Ils se font objectivement les complices de la bourgeoisie.

7) A tout cela, la condition essentielle est celle de l'existence d'un authentique parti révolutionnaire des travailleurs, jouant pleinement son rôle d'avant-garde pour dénoncer inlassablement toutes les tares, mais aussi les illusions et les mystifications du système en place, pour organiser les masses, pour les éduquer et élever sans cesse le niveau de leur conscience, pour les entraîner à l'action et conduire la lutte des classes dans une orientation ouvertement anticapitaliste, avec l'objectif clairement affirmé de la conquête révolutionnaire du pouvoir d'Etat et de l'instauration du socialisme.

Encore une fois, c'est dans ce sens qu'il faut utiliser la «démocratie», lutter pour élargir et approfondir toujours davantage le champ possible des conquêtes démocratiques, non pas avec l'objectif totalement illusoire d'un passage graduel et pacifique du capitalisme au socialisme, mais pour que, lorsque se présentera le point de rupture inévitable de la démocratie bourgeoise et que nous serons placés devant le «tirez les premiers, messieurs les bourgeois», le terrain soit entièrement préparé pour une contre-offensive révolutionnaire victorieuse de la classe ouvrière et des masses : pour la révolution socialiste, condition nécessaire d'achèvement de la démocratie.